Une vision pour la France

Ce document n’est ni un programme électoral, ni une promesse publique.
Il s’agit d’une doctrine de reconstruction systémique destinée à éclairer des décisions stratégiques dans le contexte de crise majeure actuelle.

Introduction et constat principal

Nous sommes entrés dans le troisième millénaire, et il est de notre devoir, en tant que successeurs des générations passées, de vivre, d’entretenir et de préparer un terreau fertile pour le futur.
Les ruptures technologiques, énergétiques, écologiques, économiques et sociales ne sont plus des hypothèses : ce sont des faits visibles.

L’intelligence artificielle, la robotique et l’automatisation redéfinissent le travail, la production, la valeur, et l’ensemble des systèmes qui reposaient sur ces piliers.

Notre écosystème impose des limites physiques d’équilibre qui sont aujourd’hui perturbées et menacent la cohésion de l’ensemble du genre humain à l’échelle planétaire.

Les institutions et pouvoirs publics occidentaux, eux, restent figés, tétanisés face à ce changement de paradigme. Non préparés, souvent déconnectés de la réalité du terrain, ils évoluent dans un entre-soi confortable propice à l’expression de tous les vices, reposant sur le travail des peuples.

Nous sommes désormais à l’heure de la **planification en vol**.

Nous n’avons plus le luxe du temps long pour multiplier les hypothèses abstraites : il faut agir, ici et maintenant, sur les pans stratégiques, **ordonner le chaos**, et structurer les flux.
Cela implique de s’appuyer sur des principes premiers, tout en restant vigilants et réactifs aux retours du terrain. La dynamique nécessaire rendra l’exercice du pouvoir exigeant — presque sportif — mais incontournable.

Ce document propose une ligne simple : **assumer, ralentir, simplifier, organiser, puis accélérer**.

Revenir au réel, au terrain, au mesurable, au soutenable.
Reprendre la maîtrise collective, tout en nous réorganisant pour faire face aux défis à venir,
dont les seules réponses durables ne pourront venir que d’un sursaut vital collectif —
dont les signes se manifestent déjà :

- Les Gilets jaunes, le peuple dans sa diversité, qui n’a pas disparu.
- Les Agriculteurs, ceux qui nous nourrissent, aujourd’hui en révolte.
- Les Industries et les entreprises, qui ferment ou quittent le pays.
- Les Syndicats, les Fonctionnaires et les Services publics, en tension et en grève depuis des décennies.

L’objectif : la mise en place d’un revenu universelle indexé sur la production intérieur brut.
Plus nous créerons collectivement de la richesse, plus nous en toucherons les dividendes.

Une vision pour la France....1
Introduction et constat principal....1
I. Fondements de survie et d’autonomie nationale....3
Agriculture et souveraineté alimentaire....4
Semence....5
Entretien des sols....5
Distribution....5
DOM-TOM....6
Dérèglement climatique....6
Eau : stockage, distribution, purification et continuité hydrologique....7
Stockage, distribution et purification....7
Cours d’eau, rivières et canaux : restaurer le cycle naturel....8
Coordination des acteurs et gestion territoriale....8
Pollution de l’eau, santé publique et responsabilité collective....9
Énergie : nucléaire, réseaux, autonomie locale....10
II. Secteurs stratégiques....12
Défense militaire....12
Renseignement intérieur et extérieur....13
Télécommunications et cybersécurité....14
Réseaux de mobilité et logistique....16
Matières premières stratégiques....17
Monnaie – infrastructure financière....19
Données publiques et infrastructures informationnelles....20
Séparation stricte par nature de données....21
Données publiques : transparence, continuité et innovation....21
Données personnelles : protection par l’architecture, non par la promesse....21
Registres distribués et blockchains souveraines....22
Territorialisation et résilience....22
Gouvernance, responsabilité et cycle de vie....22
Synthèse....23
III. Gouvernance, continuité de l’État et administration....23
Principes de gouvernance....23
Architecture institutionnelle et double contrôle....24
Administration publique minimale et doctrine prioritaire....24
Automatisation, données et aide à la décision....25
Simplification du droit et responsabilité judiciaire....25
IV. Fiscalité, économie et redistribution....26
Stabiliser un système en crise pour reconstruire la capacité productive....26
V. Services publics fondamentaux....29
Principes généraux....29
Décentralisation fonctionnelle et cohérence nationale....29
Enveloppes, missions et contrôle financier....30
Transparence et contrôle citoyen....30
Services publics comme écosystème d’innovation....30
Principe directeur....31
Santé....31
Gouvernance des établissements de santé....31
Santé de routine et prévention....32
Intégrité du système et indépendance médicale....32
Données de santé, recherche et innovation....32

Gestion de crise et souveraineté sanitaire....33
Éducation, formation et recherche — Construire l’intelligence collective....33
Former des esprits solides....34
Les enseignants, pilier du système....34
Enseignement supérieur et accès libre au savoir....34
Formation professionnelle, recherche et ingénierie....35
Bibliothèque nationale de savoirs et brevets....35
Gouvernance et continuité....35
Solidarité....36
Une administration unifiée, des régimes différenciés....36
Régimes de Protection des mineurs....36
Régime de protection des adultes....37
Étrangers et régularisation....37
Personnes en situation de handicap....38
Principe directeur....38
Justice et système carcéral....38
Principes fondamentaux....38
Organisation judiciaire et hiérarchie des délits....39
Incarcération, isolement et sanction....40
Légitime défense....40
Nationalité et protection du territoire....40
Finalité du système judiciaire....41
Police et sécurité intérieure....41
Pompiers et gestion des urgences....42
VI. Territoire, habitat et population....42
Aménagement du territoire....43
Foncier et urbanisme....44
Habitat et logement....44
Démographie et structure de population....44
Immigration (politique, économique, sécuritaire)....45
VII. Culture, transmission et cohésion nationale....45
Culture et patrimoine....45
Transmission des savoirs....46
Histoire, géographie et récit commun....46
Intégration et cohésion sociale....46
VIII. Position internationale et sécurité globale....47
Doctrine générale....47
Réseau diplomatique et capacités d’influence....48
Sécurisation des intérêts vitaux....48
Outre-mer, thalassocratie et continuité nationale....48
Europe et partenariats régionaux....49
Relations avec les grandes puissances....49
Afrique, Moyen-Orient et Méditerranée....50
Institutions internationales et nouvel équilibre mondial....50
Finalité stratégique....50
IX. Mobilisation nationale et devoir de service....50

I. Fondements de survie et d’autonomie nationale

Un État-nation doit être autonome et résilient sur ces trois points : Alimentation – Eau – Énergie.

Ils sont les points de départs de toute construction social-économique et sont issus de la Production.

Agriculture et souveraineté alimentaire

L’agriculture constitue historiquement le cœur de l’économie française. La France s’est construite autour de sa paysannerie, de ses terroirs et de la maîtrise de son alimentation.

Depuis les années 1970, ce socle est fragilisé par la financiarisation, la standardisation des productions et l’exposition croissante aux marchés mondiaux. La disparition progressive de l’agriculture nationale entraînerait une perte irréversible de souveraineté et de résilience.

La première étape consiste à recenser précisément les besoins alimentaires du marché intérieur et les capacités de production nationales. Les importations doivent être strictement limitées aux ressources que le territoire ne produit pas, ou pas en quantité suffisante. Elles devront être contractualisées via des accords ciblés, établis avec les professionnels du secteur et soutenus par la diplomatie.

Dans le cadre de l’élevage, l’abattage doit devenir un maillon stratégique pleinement intégré à la chaîne alimentaire nationale. Le recours à des abattoirs mobiles devra être généralisé afin de réduire le stress animal lié au transport, d’améliorer la qualité sanitaire et de permettre aux producteurs, ou à leurs sous-traitants, de maîtriser directement l’orientation des flux vers des circuits courts.

L’objectif est clair : le zéro déchet. Tout animal abattu doit être intégralement valorisé. La priorité va à l’alimentation humaine, suivie des autres, exemple : la filière cuir. Puis des usages secondaires dans les secteurs des matériaux, de la chimie ou de l’énergie. L’abattage n’est plus une contrainte logistique, mais un outil d’aiguillage des denrées et de valorisation industrielle.

Cette logique s’applique à l’ensemble des filières d’élevage, en tenant compte des caractéristiques biologiques des espèces, des pratiques locales et des usages finaux. Elle participe à la souveraineté alimentaire, à la réduction du gaspillage et à la reconstruction de chaînes de valeur complètes sur le territoire.

Le sujet de la pêche en mer constitue un enjeu stratégique à part entière, relevant en grande partie de cadres internationaux. Il s’agit d’un domaine déjà fortement réglementé, qu’il conviendra de simplifier sans renoncer à l’encadrement nécessaire à la préservation de la biodiversité et au renouvellement des populations marines.

Il convient d’assumer une réalité physique : la pêche ne peut pas constituer une base alimentaire régulière pour l’ensemble de la population. Elle représente un atout majeur pour les zones côtières, qui doivent pouvoir en tirer parti, mais elle ne saurait se substituer à une autonomie alimentaire terrestre généralisée.

Chaque département doit ainsi tendre vers sa propre autonomie alimentaire, en fonction de ses capacités, de ses sols et de ses ressources. Cette organisation décentralisée permet de renforcer la résilience nationale et de faire de la diversité territoriale une source de richesse plutôt qu’une dépendance.

Semence

La France doit retrouver une autonomie semencière. La standardisation industrielle des semences a appauvri la diversité agricole et fragilisé les cultures. La régénération de la variété des semences et des espèces d'élevage constitue un enjeu patrimonial, économique et stratégique.

À cette fin, des partenariats devront être établis avec des acteurs spécialisés dans la conservation et la diffusion de semences libres et adaptées aux territoires. Des fermes semencières nationales devront être mises en place afin de constituer un catalogue de semences accessible au marché intérieur, dont les excédents pourront être proposés à l'export, cela fait partie de notre rayonnement.

Entretien des sols

La gestion des sols devra reposer sur une logique de rotation intelligente des cultures, afin d'éviter le recours systématique aux jachères improductives tout en préservant la fertilité des terres.

La rotation des cultures permet de maintenir les équilibres biologiques des sols, de limiter l'épuisement des nutriments, de réduire les besoins en intrants chimiques et de mieux contrôler les maladies et ravageurs. Elle constitue un levier central pour concilier productivité, résilience et durabilité.

Cette rotation devra être pensée à partir du terrain, en intégrant les spécificités locales (climat, type de sol, biodiversité) et en s'appuyant sur des outils d'aide à la décision agronomique. L'objectif n'est pas de produire plus à court terme, mais de produire mieux, de manière continue, sans rupture artificielle de l'activité agricole tout en maintenant l'équilibre des sols pour leur transmission.

Une agriculture fondée sur l'intelligence de production permet de substituer la connaissance et l'organisation à la mise en jachère forcée. Elle favorise une occupation raisonnée des sols, une diversité des cultures et une stabilité des rendements, tout en renforçant l'autonomie des exploitations.

L'agriculture n'est pas seulement un secteur économique. Elle est un enjeu de santé publique, de souveraineté nationale, de préservation du patrimoine et de cohésion sociale.

Distribution

La distribution des denrées alimentaires devra être réorganisée. Les circuits de distribution devront privilégier la production intérieure et alimenter les marchés locaux, les supermarchés et les hypermarchés selon un modèle révisé. Ces structures devront évoluer vers des espaces d'accueil de producteurs et de revendeurs, contre un loyer de fonctionnement, tout en permettant un contrôle sanitaire centralisé et rigoureux effectués par des laboratoires mobiles.

Les produits transformés importés devront faire l'objet d'une taxation spécifique aux frontières, notamment lorsqu'ils contiennent des sucres ajoutés, des graisses saturées ou des conservateurs chimiques de synthèse et autres perturbateurs endocriniens.

Nous devons cesser l'empoisonnement systémique de la population par des modèles industriels orientés vers le profit immédiat au détriment du vivant et de la santé publique. L'ajout massif de molécules étrangères, la standardisation chimique de l'alimentation et la captation du vivant par des logiques de rente créent une population structurellement malade, ce qui peut être rentable pour

certains segments de l’économie de la santé mais est contre-productif pour les nations et les peuples.

DOM-TOM

Une attention particulière devra être portée aux territoires d’outre-mer.

Les DOM-TOM devront être encouragés à renforcer leur autonomie alimentaire en privilégiant la consommation de leur propre production agricole, adaptée à leurs territoires, à leurs climats et à leurs cultures locales. La dépendance excessive aux importations constitue un facteur de fragilité économique, sanitaire et logistique.

Ces territoires bénéficieront pleinement du catalogue national de semences, qu’ils pourront adapter à leurs contextes spécifiques. En retour, ils devront être intégrés comme contributeurs à part entière de ce catalogue, notamment pour les semences tropicales et les variétés adaptées aux climats extrêmes.

Les DOM-TOM représentent un atout stratégique majeur en matière de biodiversité, d’expérimentation agricole et d’adaptation au dérèglement climatique. Ils doivent être considérés comme des laboratoires de terrain et des piliers de la souveraineté alimentaire nationale, et non comme des territoires périphériques.

Dérèglement climatique

Face au dérèglement climatique, l’adaptation ne peut être théorique. Elle doit reposer sur l’expérimentation de terrain, la sélection progressive de semences et d’espèces animales adaptées aux nouveaux contextes climatiques, et la diversité des pratiques agricoles.

Les agriculteurs devront être mis en relation, via leurs organisations professionnelles, avec les fédérations de chasse et les organismes de gestion forestière. L’élevage extensif, notamment en sous-bois, pourra être intégré à une stratégie globale de préservation de la biodiversité et d’entretien des forêts.

Cette approche suppose une coopération étroite entre l’ensemble des acteurs du vivant et de la production.

Agriculteurs, éleveurs, gestionnaires forestiers, fédérations de chasse, vétérinaires et chercheurs partagent un même terrain, des contraintes communes et des intérêts convergents. Leur rapprochement augmentera l’efficacité globale du système.

La forêt, l’agriculture et l’élevage ne doivent plus être pensés comme des espaces concurrents, mais comme des milieux complémentaires. La régulation de la faune, la santé animale, la gestion des sols, la prévention des maladies et l’adaptation aux évolutions climatiques nécessitent une coordination permanente.

Les vétérinaires et les chercheurs doivent être intégrés au plus près du terrain, non comme des autorités descendantes, mais comme des partenaires opérationnels. Leur rôle est central pour assurer la surveillance sanitaire, accompagner les pratiques d’élevage, prévenir les zoonoses et améliorer la résilience des systèmes agricoles.

La chasse, lorsqu'elle est encadrée et intégrée à une stratégie globale, constitue un outil de régulation des populations animales, de protection des cultures et de préservation des équilibres forestiers. Elle doit être articulée avec les besoins des agriculteurs et des éleveurs, et non opposée à eux tout en s'ouvrant au marché pour distribuer la viande de gibier qui a disparu des circuits d'alimentations.

Cette logique gagnant-gagnant repose sur une reconnaissance mutuelle des compétences et sur une organisation locale, pragmatique, fondée sur l'observation, l'expérimentation et le retour d'expérience. Elle permet de renforcer à la fois la productivité, la santé des écosystèmes et la cohésion des territoires ruraux.

Eau : stockage, distribution, purification et continuité hydrologique

L'eau est une ressource essentielle à toute forme de vie. Elle conditionne la santé des populations, l'agriculture, l'industrie, la production énergétique et la stabilité des sociétés humaines. Sa gestion relève d'un enjeu vital et doit être traitée comme un bien commun stratégique.

Le dérèglement climatique, combiné à l'artificialisation des sols, à la surexploitation des nappes phréatiques et à une gestion parfois inadaptée des cours d'eau, perturbe profondément les cycles hydrologiques. L'augmentation des températures intensifie les événements climatiques extrêmes — sécheresses, inondations, pluies violentes — et accentue les tensions sur l'accès à l'eau douce. Le sujet impose une approche globale, pragmatique et fondée sur le réel.

Il est donc vital pour une nation de tendre vers une indépendance hydrique, ou à minima vers une forte résilience de son système de gestion de l'eau.

Stockage, distribution et purification

La première priorité consiste à mieux capter, stocker et réutiliser l'eau disponible.

La collecte des eaux de pluie doit être généralisée partout où cela est possible, pour des usages domestiques, agricoles ou professionnels ne nécessitant pas d'eau potable. Cette pratique doit être encouragée, simplifiée et intégrée aux normes de construction, afin de réduire la pression sur les réseaux et les nappes phréatiques.

La purification et la réutilisation des eaux usées doivent devenir un pilier de la gestion de l'eau, en particulier en milieu urbain. Les technologies existent et doivent être déployées à grande échelle afin de réinjecter l'eau traitée dans le cycle, réduire les prélèvements et favoriser l'innovation dans les procédés de traitement.

La réduction des pertes sur les réseaux constitue un enjeu majeur. Une part significative de l'eau potable est aujourd'hui perdue par des fuites. La détection, la priorisation et la réparation de ces fuites doivent faire l'objet d'un effort national coordonné, mobilisant des outils de diagnostic avancés et des moyens d'intervention adaptés.

Enfin, dans les zones isolées ou en situation de crise, des solutions autonomes doivent être développées, notamment la production d'eau à partir de l'humidité atmosphérique. Cette filière constitue un outil de résilience locale, complémentaire aux réseaux traditionnels, et doit être soutenue à ce titre.

Elle pourra faire l’objet d’investissements communaux par l’acquisition de dispositifs conçus et produits sur le territoire national, permettant à la fois de sécuriser l’approvisionnement local et de structurer une filière industrielle exportable.

Cours d’eau, rivières et canaux : restaurer le cycle naturel

La gestion de l’eau ne peut se limiter aux infrastructures. Elle concerne directement les cours d’eau, les rivières et les canaux qui traversent le territoire.

Une rivière vivante n’est pas un simple flux rectiligne. Elle serpente, déborde ponctuellement, ralentit l’eau et permet son infiltration vers les nappes alluviales. Ce fonctionnement naturel nourrit les sols, soutient la végétation, recharge les nappes phréatiques et atténue à la fois les crues et les périodes de sécheresse.

La rectification excessive des rivières et la canalisation des cours d’eau, souvent mises en œuvre pour gagner des surfaces agricoles ou accélérer l’écoulement, ont provoqué un phénomène d’incision des lits. Cette incision accélère la vitesse de l’eau, accroît la violence des inondations et déconnecte la rivière de la nappe qui l’accompagne.

Cette déconnexion empêche les racines de la végétation d’accéder à l’eau, assèche les sols environnants et dégrade l’ensemble de l’écosystème. Elle participe à l’aggravation simultanée des inondations et des sécheresses.

Un chantier national de restauration hydrologique doit être engagé. Il ne s’agit pas de supprimer les usages agricoles ou d’irrigation, mais de redonner de l’espace aux cours d’eau : recréation de méandres, zones d’expansion de crue, seuils naturels ou semi-naturels, ralentisseurs de flux et restauration des zones humides.

Ces aménagements, inspirés notamment des dynamiques naturelles observées chez le castor, permettent de ralentir l’eau, de la stocker temporairement dans les sols, de renforcer la biodiversité et de réduire l’intensité des crues. Ils constituent une réponse concrète, durable et peu technologique aux déséquilibres hydrologiques actuels en étant accessible à des civils (scolaire / insertion).

Coordination des acteurs et gestion territoriale

La gestion de l’eau repose sur une coopération étroite entre de nombreux acteurs : collectivités locales, ingénieurs des réseaux, agriculteurs, gestionnaires de bassins versants, chercheurs, industriels du traitement de l’eau, services d’urgence et citoyens.

Ces acteurs doivent être organisés à l’échelle des bassins hydrologiques, et non selon des découpages administratifs arbitraires. La connaissance du terrain, le suivi des données, l’expérimentation locale et le retour d’expérience doivent primer sur les approches descendantes et uniformes.

Les agriculteurs jouent un rôle central dans la gestion de l’eau, par leurs pratiques culturales, l’irrigation et l’entretien des sols. Les collectivités assurent la continuité du service et la gestion des infrastructures. Les chercheurs et ingénieurs apportent les outils de mesure, d’analyse et d’optimisation. Les citoyens doivent être intégrés comme acteurs responsables de l’usage de l’eau et comme acteur sur les chantiers nationaux qui reposeront sur la force associative des bénévoles des associations écologistes engagées pour la biodiversité.

La gestion de l’eau doit s’inscrire dans une logique de sobriété intelligente, de prévention des risques et de continuité de service. L’eau ne peut être considérée comme une simple marchandise : elle est un bien commun vital, un facteur de souveraineté et un pilier de la résilience nationale.

Pollution de l’eau, santé publique et responsabilité collective

La protection de la ressource en eau ne peut être dissociée de la lutte contre la pollution. Une eau stockée, distribuée ou purifiée n’a aucun sens si elle est continuellement dégradée en amont par des usages irresponsables, des pratiques industrielles obsolètes ou une absence de cadre clair.

Les zones littorales illustrent déjà cette dérive. Les résidus de crèmes solaires, de cosmétiques et de produits d’hygiène rejetés directement dans l’eau perturbent gravement les écosystèmes marins et côtiers. À la fin de chaque saison estivale, certaines eaux deviennent impropres au contact, poisseuses, biologiquement déséquilibrées. Ce phénomène n’est ni marginal ni anodin : il relève d’un problème de santé publique et de préservation des milieux naturels.

Les industries portent également une responsabilité majeure. Le principe doit être simple, clair et non négociable :
toute industrie doit restituer une eau au moins aussi propre que celle qu’elle prélève.
Les rejets d’hormones de synthèse, de perturbateurs endocriniens et de métaux lourds dans le milieu naturel sont inacceptables. Ils affectent la faune, la flore, les cycles biologiques et, à terme, la santé humaine. Une mise à niveau générale des procédés industriels devra être imposée, sans débat dilatoire.

En conséquence, l’ensemble des produits cosmétiques et d’hygiène devra être progressivement reformulé sur des bases naturelles. La chimie de synthèse appliquée au corps humain et aux milieux aquatiques pose aujourd’hui plus de problèmes qu’elle n’apporte de solutions. Elle crée souvent les déséquilibres qu’elle prétend corriger.
Les filières devront s’orienter vers des formulations issues de l’aromatique, des huiles essentielles et des procédés naturels, dans le cadre de normes strictes, lisibles et contrôlées.

De manière plus large, le secteur de la chimie devra être réorienté vers des domaines compatibles avec l’équilibre du vivant : biotechnologies, pharmaceutique maîtrisé, ingénierie des matériaux, procédés propres. Les activités perturbant durablement les écosystèmes et la biodiversité n’ont pas vocation à perdurer. Ce choix aura un impact économique fort, assumé comme tel, car il relève d’un impératif sanitaire et stratégique.

Cette logique s’applique également à l’alimentation. L’organisme humain est adapté à des produits naturels. La transformation industrielle excessive et les produits ultra-transformés génèrent des pathologies, une dépendance médicale croissante et une fragilisation du système de santé. Simplifier, assainir et revenir à des chaînes alimentaires cohérentes est un enjeu de long terme.

La transition sera profonde et progressive. Elle nécessitera du temps, de l’investissement et de la pédagogie. Mais elle repose sur une évidence :
nous ne sommes pas des entités isolées. Nous dépendons d’un écosystème vivant dont nous faisons partie. La préservation de l’eau impose de nous y intégrer, non de le contraindre.

Énergie : nucléaire, réseaux, autonomie locale

L’énergie constitue un pilier fondamental de toute société industrielle et technologique. Les choix énergétiques hérités des générations passées, combinés à l’évolution de nos usages et à la nécessité d’une énergie abondante, pilotable et à coût stable, imposent aujourd’hui une clarification stratégique.

Pour soutenir durablement un sursaut social, économique et industriel, la France a besoin d’une production énergétique massive, continue et décarbonée. À ce titre, la filière nucléaire constitue la réponse la plus pertinente et la plus structurante.

Les énergies renouvelables présentent des limites importantes lorsqu’elles sont déployées à grande échelle : intermittence, dépendance aux conditions climatiques, besoins massifs en stockage, pression sur les matières premières et fragilité du réseau. Elles ne peuvent, à elles seules, assurer la stabilité énergétique d’une nation industrielle sur le long terme.

En revanche, les initiatives renouvelables à l’échelle individuelle ou locale — solaire, éolien de petite taille, hydraulique local — doivent être encouragées. Elles permettent une plus grande autonomie des citoyens et des territoires, tout en participant, de manière complémentaire, au réseau national.

Leur déploiement ne doit cependant jamais se faire au détriment du vivant. Les installations renouvelables doivent être pensées en intégration avec les écosystèmes existants, en respectant la biodiversité et les dynamiques naturelles des milieux dans lesquels elles s’insèrent. Elles doivent s’inscrire dans le cycle du vivant, et non le contraindre ou le fragmenter.

L’effort public structurant, en revanche, doit être prioritairement orienté vers le nucléaire, pour des raisons de sûreté, de pilotabilité et de souveraineté.

La stratégie nucléaire doit reposer sur plusieurs axes :

- Le maintien et le renforcement du parc nucléaire existant, en assurant sa modernisation, sa sûreté et la transmission des compétences.
- Le développement de réacteurs de nouvelle génération, y compris des réacteurs de taille intermédiaire ou réduite, capables d’alimenter des territoires, des bassins industriels ou des ensembles urbains, tout en respectant les exigences maximales de sûreté.
- Une gestion responsable et avancée des déchets nucléaires, incluant la recherche sur la réduction de leur volume, leur valorisation énergétique et leur transformation par des procédés innovants, notamment liés aux technologies usant du plasma.
- Un effort massif de recherche fondamentale et appliquée, notamment sur le nucléaire, les technologies quantique et lié au plasma. Ces pistes ne constituent pas des solutions immédiates, mais des investissements stratégiques de long terme, indispensables à la souveraineté énergétique future.

L’énergie nucléaire ne doit pas être pensée comme une fin en soi, mais comme un socle stable sur lequel peuvent se greffer l’innovation, la décentralisation maîtrisée et la résilience du système énergétique national.

La stratégie énergétique nationale doit viser la production d’un excédent structurel d’énergie.

Une nation industrielle souveraine ne peut se contenter d’un équilibre fragile entre production et consommation. Elle doit disposer de marges, de réserves et de capacités excédentaires afin d’absorber les chocs, soutenir son économie et garantir son indépendance stratégique.

Cet excédent énergétique peut avoir un double emploi.

D’une part, il peut être utilisé pour des activités intensives en énergie mais stratégiques, notamment le calcul numérique et le minage de bitcoin. Dans ce cadre, le bitcoin ne doit pas être considéré comme une fin spéculative, mais comme un outil de collatéralisation économique. Il permet de transformer un surplus énergétique non stockable en un actif numérique rare, transférable et déconnecté des systèmes monétaires instables. Il constitue ainsi une réserve de valeur adossée à une production réelle.

D’autre part, cet excédent doit permettre l’exportation d’énergie vers les pays voisins, avec une marge maîtrisée, afin de soutenir l’économie nationale, financer les infrastructures et renforcer la position stratégique de la France sur le continent européen. La dépendance énergétique imposée par des choix politiques extérieurs, notamment au niveau européen, a affaibli durablement notre industrie et notre souveraineté. Cette situation ne peut être reconduite.

Produire plus que nécessaire n’est pas un gaspillage lorsque l’excédent est maîtrisé, valorisé et intégré à une stratégie économique cohérente. L’énergie excédentaire est une assurance, un levier de puissance et un outil de stabilisation économique.

Dans un cadre plus diplomatique cela nous permettra de soutenir nos voisins Allemand durement touchés par la guerre fratricide Ukraino-Russe par la destruction de NordStream, nous devrons les soutenir pendant la reconstruction de leur approvisionnements énergétique pour ne pas déstabiliser plus le continent européen qui est aujourd’hui vulnérable.

II. Secteurs stratégiques

Défense militaire

La défense constitue un secteur nécessaire pour garantir la souveraineté de la nation sur l'ensemble de ses territoires, métropolitains comme ultramarins. Elle est la condition première de l'indépendance politique, économique et stratégique.

La France doit maintenir un équilibre cohérent entre ses différentes composantes : Marine nationale, Armée de l'air et de l'espace, Armée de Terre, et Gendarmerie pour la sécurité intérieure. Chacune répond à des enjeux spécifiques, mais leur efficacité repose sur leur complémentarité et leur capacité à opérer de manière coordonnée.

Dans un contexte de dérèglement climatique et de multiplication des événements extrêmes, les forces armées devront également être pleinement mobilisables sur l'ensemble des terrains nécessaires en cas de catastrophes naturelles : inondations, incendies, tempêtes, sécheresses, séismes ou ruptures d'infrastructures critiques. Leur capacité de projection rapide, leur organisation logistique et leur discipline en font un outil indispensable pour assurer la protection des populations et la continuité de l'État en situation de crise.

La défense ne peut être pensée isolément. Les productions intellectuelles issues de la recherche publique et privée, ainsi que les innovations industrielles, doivent être systématiquement proposées et évaluées par les forces armées. L'armée constitue historiquement un vecteur majeur d'innovation technologique, et doit le rester afin de maintenir un avantage stratégique dans un environnement international instable.

Inversement, les besoins opérationnels des armées représentent des opportunités majeures pour stimuler l'innovation civile. De nombreuses technologies aujourd'hui centrales dans la vie quotidienne sont issues de programmes militaires. Cette dynamique doit être pleinement assumée et structurée.

Le maintien et le renforcement des forces existantes nécessitent une augmentation des budgets alloués à la défense. Un état des lieux général devra être réalisé afin d'identifier les secteurs de développement prioritaires, tant en matière d'équipements que de compétences.

La souveraineté matérielle est un impératif. La France doit être en capacité de produire sur son sol ses propres engins, armes, technologies et munitions. La dépendance extérieure dans ces domaines constitue une vulnérabilité stratégique inacceptable.

Une place centrale devra être accordée à la robotisation, aux drones, aux systèmes autonomes, aux technologies laser et à l'intelligence artificielle. Ces outils permettent d'augmenter l'efficacité opérationnelle, de réduire l'exposition humaine et d'assurer une capacité de montée en puissance rapide grâce à l'appui de l'industrie nationale.

L'intégration de la robotisation et de l'intelligence artificielle devra s'opérer en priorité au sein des forces armées, qui constitueront un laboratoire opérationnel pour ces technologies. Cette approche permettra ensuite un transfert maîtrisé vers les usages civils comme cela a toujours été.

Les corps d’armée ne seront pas dissous. Au contraire, ils devront évoluer vers une spécialisation accrue, adaptée à des usages tactiques spécifiques. La force des armées françaises résidera moins dans la masse que dans la précision, la mobilité, la coordination et la capacité d’adaptation rapide.

Enfin, l’armée doit également jouer un rôle structurant dans la formation citoyenne. Dans le cadre d’un service citoyen, un passage opérationnel encadré permettra de transmettre des repères essentiels : discipline, sens du collectif, responsabilité, respect de l’autorité légitime et engagement au service de la nation.

Les forces armées doivent rester une voie ouverte pour celles et ceux qui sont en rupture avec la société, en quête de cadre, de sens ou de reconstruction personnelle. L’armée offre un environnement structurant où l’exigence, les valeurs et l’engagement constituent des repères clairs. La discipline, le mérite et la loyauté envers la nation doivent y demeurer des principes fondamentaux.

La défense nationale doit être pensée comme un écosystème complet, associant forces humaines, technologies avancées, industrie souveraine, recherche de pointe et résilience face aux crises. C’est à cette condition que la France pourra garantir sa sécurité, sa liberté de décision et sa capacité à traverser les chocs à venir.

Renseignement intérieur et extérieur

Le renseignement constitue l’un des secteurs les plus stratégiques de l’État, bien qu’il demeure par nature invisible. Son rôle n’est pas d’agir dans la lumière, mais de voir, d’entendre, de sentir, d’analyser et d’anticiper, sans être perçu ni surpris.

Un État qui ne maîtrise pas son renseignement agit à l’aveugle. Il subit les événements au lieu de les comprendre, de les anticiper et se fait surprendre. Le renseignement est la première ligne de défense stratégique, bien avant l’engagement militaire, économique ou diplomatique.

Les services de renseignement, qu’ils soient intérieurs ou extérieurs, doivent être pleinement soutenus dans l’exercice de leurs missions. Cela implique des moyens humains, techniques et financiers adaptés, ainsi qu’un cadre juridique et fiscal compatible avec la réalité opérationnelle de leurs activités, qui ne peuvent être traitées comme des fonctions administratives classiques.

Le renseignement couvre des domaines multiples et complémentaires :

- scientifique / technologique, pour anticiper les ruptures et protéger les savoirs stratégiques.
- économique / industriel, afin de préserver les intérêts nationaux, les chaînes de valeur et la souveraineté productive.
- militaire / sécuritaire, pour prévenir les menaces étatiques et non étatiques.
- financier, afin de détecter les flux illicites, les stratégies d’influence et les mécanismes de déstabilisation ou d’évasion fiscal.
- diplomatique, pour comprendre les rapports de force, les intentions réelles et les marges de manœuvre des acteurs internationaux.

Ces différentes formes de renseignement ne doivent pas être cloisonnées. Leur efficacité repose sur leur coordination, le partage maîtrisé de l'information et la capacité d'analyse transversale.

La protection des identités, des méthodes et des sources constitue une priorité absolue. La reconnaissance publique n'est ni souhaitable ni recherchée ; la réussite du renseignement se mesure précisément à son invisibilité.

Le financement de ces activités doit intégrer une part de confidentialité et de souplesse, inhérente à leur nature. Il s'agit non d'un privilège, mais d'une nécessité opérationnelle, encadrée par l'autorité de l'État et soumise à des mécanismes de contrôle adaptés au secret défense.

La France dispose historiquement d'un savoir-faire et d'une culture reconnu dans le domaine du renseignement. Cette compétence doit être préservée, renforcée et modernisée.

Télécommunications et cybersécurité

Les télécommunications constituent aujourd'hui une infrastructure de première nécessité du fait de notre dépendance, au même titre que l'eau, l'énergie ou les transports. Elles conditionnent le fonctionnement de l'État, des services publics, de l'économie, de la défense et, plus largement, de la société. Pourtant, elles demeurent largement invisibles pour le citoyen et insuffisamment maîtrisées par la puissance publique.

La France ne contrôle plus directement ses réseaux de télécommunications. Ceux-ci sont majoritairement opérés par des acteurs privés, reposent sur des technologies et des composants étrangers, et sont intégrés à un Internet mondial conçu pour l'interconnexion et la fluidité des échanges, non pour la souveraineté des États. L'État régule et audite, mais n'opère plus les couches critiques. Cette situation crée une vulnérabilité structurelle.

Les communications administratives, industrielles et parfois stratégiques transitent sur des infrastructures que la nation ne maîtrise pas pleinement. Les risques d'espionnage, de sabotage, de fuite de données et de rupture de continuité ne sont pas exceptionnels mais systémiques et déjà actuelles. En situation de crise majeure, cette dépendance devient immédiatement critique.

Il est nécessaire d'assumer une réalité fondamentale : l'Internet public n'est pas un espace souverain. Il est ouvert, mondial, interconnecté et, par nature, non contrôlable par un État. Ses protocoles ont été conçus pour favoriser l'échange et la résilience distribuée, non pour garantir le secret, la stabilité institutionnelle ou la continuité des fonctions régaliennes.

Continuer à y exposer des systèmes critiques revient à confondre commodité et sécurité.

Internet doit être considéré pour ce qu'il est : une agora publique mondiale. Comme toute agora, il est un espace d'expression, de débat, d'influence et de confrontation. La liberté d'expression y est essentielle, mais elle ne peut être dissociée de la responsabilité. L'anonymat généralisé n'a pas vocation à s'imposer dans l'espace public numérique. Il favorise la manipulation, l'ingérence, la désinformation et la dilution de la responsabilité individuelle.

L'anonymat conserve cependant toute sa légitimité dans les échanges privés : correspondances personnelles, messageries chiffrées dédiées, échanges interpersonnels ou interactions dans la vie réelle. La distinction entre espace public et espace privé doit être clairement assumée, comme elle l'est déjà dans le monde physique.

Face à ce constat, la question de la construction d'un réseau souverain distinct de l'Internet public doit être posée sans dogmatisme. Une telle orientation n'est ni idéale ni confortable. Elle implique des coûts, des contraintes organisationnelles et une rupture avec plusieurs décennies d'illusions fondées sur l'idée que l'interconnexion généralisée suffisait à garantir la sécurité et la stabilité.

Cependant, l'analyse conduit à une conclusion simple : il n'existe aujourd'hui aucune alternative crédible permettant de garantir durablement la continuité de l'État, la protection des infrastructures vitales et l'indépendance stratégique en s'appuyant exclusivement sur l'Internet public. Sécuriser l'Internet mondial, le nationaliser ou le transformer en réseau souverain est techniquement irréaliste, politiquement explosif et conceptuellement contradictoire avec sa nature même.

La séparation des espaces numériques n'est donc pas un choix idéologique, mais une conséquence logique des contraintes réelles. Comme dans le monde physique, toutes les fonctions ne relèvent pas du même niveau d'exposition, de confiance et de responsabilité. L'État doit assumer cette hiérarchisation.

Il est ainsi nécessaire de concevoir et d'exploiter un réseau souverain sécurisé, distinct de l'Internet public, destiné aux fonctions régaliennes, aux infrastructures vitales et aux services stratégiques. Ce réseau n'est pas un service commercial ni un outil de confort. Il relève de la défense nationale et de la continuité de l'État.

Ce réseau souverain doit reposer sur des principes clairs : contrôle étatique, auditabilité complète, chiffrement souverain, gestion stricte des identités, architecture Zero Trust, infrastructures physiques dédiées et indépendance vis-à-vis des clouds, DNS et autorités externes. Il doit être fermé par défaut et accessible uniquement selon des règles strictes.

L'accès à ce réseau depuis des environnements non fiables doit être possible de manière limitée et contrôlée. Il ne s'agit pas de faire confiance aux terminaux, mais de rendre toute compromission non exploitable. La consultation isolée, les flux strictement contrôlés et l'impossibilité d'exfiltration doivent constituer la norme. L'objectif n'est pas le risque zéro, mais la stérilisation de l'attaque.

Cette architecture permet également de protéger les systèmes stratégiques de demain, notamment l'intelligence artificielle nationale. L'IA régalienne doit être hébergée derrière le réseau souverain, sans exposition directe à l'Internet public. Son accès devra s'effectuer via des protocoles spécifiques, contrôlés et unidirectionnels. Il s'agit de construire un réseau dans le réseau, garantissant l'usage sans exposer le cœur stratégique.

Aucune de ces orientations n'est hors de portée techniquement. Les compétences, les technologies et les savoir-faire existent. Le blocage est avant tout politique, économique et doctrinal. Reprendre le contrôle des télécommunications implique d'accepter un changement de paradigme : la sécurité prime sur la commodité, et la souveraineté sur l'optimisation à court terme.

L'information est devenue une arme, les réseaux sont un champ de bataille silencieux. La maîtrise des télécommunications et de la cybersécurité n'est plus une option. Elle constitue une condition de survie stratégique, de continuité institutionnelle et de liberté de décision nationale.

Réseaux de mobilité et logistique

La mobilité est constitué des flux de la nation, on peut l'assimiler à son système sanguins et lymphatique. Elle conditionne la cohésion territoriale, l'activité économique, l'accès aux services publics et la capacité de résilience du pays. Aujourd'hui, ce système est fragmenté, désorganisé et soumis à des logiques privées incompatibles avec l'intérêt général. Il en résulte une perte de cohérence, un sous-investissement chronique et une écologie de façade déconnectée des réalités du terrain.

La première étape consiste à reprendre le contrôle public des infrastructures stratégiques de transport. Les voies ferrées et les autoroutes sont des biens communs vitaux. Leur privatisation a favorisé des logiques de rente, affaibli la vision de long terme et freiné les investissements structurants. La renationalisation de ces infrastructures est un préalable fonctionnel à toute réforme sérieuse de la mobilité nationale. Elle vise la continuité, la sécurité et la planification, non la gestion idéologique.

Le rail doit redevenir la colonne vertébrale du transport humain longue distance. Le train à grande vitesse constitue le mode le plus efficace, le plus sobre et le plus structurant pour relier durablement les territoires. Une montée progressive vers des vitesses supérieures, inspirée des modèles japonais et chinois, devra être engagée, avec des lignes dédiées et une alimentation par le sol afin de réduire les contraintes techniques et paysagères. L'enfouissement partiel ou ciblé des infrastructures ferroviaires permettra de réduire les nuisances sonores, d'améliorer l'acceptabilité territoriale et de restaurer des continuités écologiques.

Les autoroutes doivent également être réintégrées dans une vision d'aménagement du territoire de long terme. Leur renationalisation permettra de rationaliser les usages et de sortir d'une logique strictement financière. L'enfouissement ou la couverture ciblée de certains tronçons, combinés à une végétalisation massive, visent avant tout la création de corridors écologiques continus. Ces corridors permettront au vivant de circuler à grande échelle, de reconnecter des habitats fragmentés et de réduire durablement l'impact des infrastructures humaines(voir aménagement du territoire).

Il ne s'agit pas de masquer les routes, mais de réintégrer la mobilité dans une politique globale de respect de l'environnement et de préservation de la biodiversité.

Le transport de marchandises et le transport aérien doivent faire l'objet d'une hiérarchisation claire des usages. Les dirigeables constituent une solution pertinente pour le transport de charges lourdes et non urgentes tout comme le fret. Leur faible consommation énergétique, leur impact environnemental limité et leurs nuisances réduites en font un outil logistique complémentaire, sans vocation à se substituer aux autres modes. Le transport aérien classique demeure nécessaire pour les liaisons internationales et les situations d'urgence, dans l'attente d'alternatives crédibles. Les drones de transport, quant à eux, doivent être réservés à des usages strictement encadrés relevant des services publics d'urgence et de souveraineté : forces d'intervention, secours, évacuations médicales, protection civile et continuité gouvernementale. Ils ne constituent pas un mode de transport humain de masse.

Le transport collectif interurbain repose sur une logique différenciée. Les bus et camions à hydrogène représentent une solution efficace pour relier les villes et les bassins de vie, sur des lignes fixes et identifiées. Leur déploiement doit s'inscrire dans une logique de flottes captives, avec

des dépôts, une production d’hydrogène et une maintenance localisées, afin de maîtriser les coûts, la logistique et la sécurité.

La politique de mobilité doit impérativement s’adapter aux réalités territoriales. Dans les centres urbains et les métropoles, la priorité doit être donnée aux transports publics renforcés, aux véhicules électriques et à terme aux véhicules autonomes, afin de réduire la congestion et la pollution locale. Dans les zones périurbaines, l’intermodalité doit être encouragée, combinant véhicules électriques, transports collectifs et solutions partagées. Dans les zones rurales, le maintien assumé du transport thermique est une nécessité. Aucune alternative crédible ne permet aujourd’hui de répondre aux contraintes de distance, de densité et d’usage sans pénaliser socialement les populations. Refuser cette réalité reviendrait à imposer une écologie punitive et irréaliste économiquement et physiquement.

L’ensemble de cette stratégie repose sur une production industrielle nationale. Trains, rames, infrastructures ferroviaires, bus et camions à hydrogène, systèmes autonomes, drones, équipements de maintenance et pièces détachées doivent relever de filières industrielles souveraines. La mobilité est indissociable de l’industrie. Elle constitue un levier majeur d’emploi, de savoir-faire et de résilience économique.

Le principe directeur de cette réorganisation est simple : le bon mode de transport pour le bon usage, au bon endroit. Cette approche permet de réduire réellement l’impact environnemental, de préserver la cohésion territoriale et d’assurer la souveraineté du pays. Il ne s’agit pas de verdir à la marge un système incohérent, mais de le réorganiser en profondeur au service de l’intérêt général, de l’écologie réelle et de la continuité nationale en reconstruisant petit à petit les filières industrielles associées pour recréer notre économie et développer nos talents et notre innovation.

Matières premières stratégiques

Les matières premières constituent le socle matériel de toute nation industrielle. Elles conditionnent l’énergie, l’industrie, la défense, les infrastructures, la mobilité et, in fine, l’autonomie stratégique du pays. La France ne fait pas exception. Elle dépend aujourd’hui de flux extérieurs pour une part significative de ses approvisionnements, tant en ressources énergétiques qu’en métaux, matériaux industriels et intrants stratégiques.

La première étape consiste à assumer cette dépendance. La souveraineté ne repose pas sur l’illusion de l’autarcie, mais sur la lucidité. Aucun pays européen ne peut, à court ou moyen terme, extraire seul l’ensemble des ressources nécessaires à son fonctionnement. Nier cette réalité conduit à des politiques incohérentes et vulnérables. L’objectif n’est pas l’indépendance totale ou la liberté totale, mais la maîtrise de la longueur des chaînes.

Dans ce contexte, la diplomatie et l’échange constituent l’hypothèse la plus stratégique. La diversification systématique des fournisseurs est une condition de résilience. Aucune dépendance exclusive ne doit être acceptée, quels que soient le partenaire ou le bloc concerné. La sécurité d’approvisionnement repose sur la pluralité des sources, la stabilité contractuelle et la capacité à arbitrer entre plusieurs options.

Cette diplomatie doit être assumée comme transactionnelle. Ce qui s’échange durablement entre nations n’est pas seulement l’argent, mais la capacité. L’ingénierie, la formation, les procédés

industriels non critiques, les méthodes de gestion et les normes opérationnelles constituent des leviers d'échange puissants. Ils permettent des partenariats d'égal à égal, fondés sur la co-production et la création de valeur locale, plutôt que sur une logique extractive instable.

Toutefois, sécuriser l'accès brut aux ressources ne suffit pas. Le véritable levier de souveraineté se situe dans la chaîne de valeur. Le pouvoir n'est pas dans la mine, mais dans la transformation. Raffinage, conversion chimique, métallurgie, fabrication intermédiaire et recyclage constituent les maillons critiques. C'est à ce niveau que se crée la valeur ajoutée, que se concentrent les savoir-faire et que se verrouille l'autonomie industrielle.

La France doit donc organiser prioritairement la maîtrise de ces étapes intermédiaires. Cela concerne aussi bien les ressources énergétiques que les métaux stratégiques, les matériaux de base, la chimie lourde, les intrants industriels, le verre, le ciment, le cuivre, l'aluminium ou encore les matériaux nécessaires aux infrastructures numériques et énergétiques. La relocalisation partielle de ces capacités n'est pas un choix idéologique, mais une nécessité fonctionnelle.

Cette organisation doit être progressive et réaliste. Elle implique d'identifier les goulets d'étranglement, de prioriser les chaînes critiques et d'investir dans des capacités industrielles robustes, réparties sur le territoire. La transformation locale réduit les dépendances, sécurise l'emploi qualifié et renforce la résilience face aux chocs extérieurs.

La maîtrise des matières premières doit être pensée comme une contrainte transitoire, non comme un horizon indépassable.

Certaines technologies constituent des leviers structurants pour dépasser, à terme, la dépendance aux marchés des ressources. Le nucléaire avancé, la fusion, les technologies plasma, la physique des matériaux et les approches quantiques appliquées représentent des axes majeurs de rupture potentielle. Leur développement conditionne la capacité future à produire une énergie abondante, stable et pilotable, ainsi qu'à transformer, synthétiser ou recycler la matière à des niveaux aujourd'hui inaccessibles.

L'enjeu n'est pas de promettre une sortie immédiate du marché des matières premières, mais de se donner les moyens scientifiques et industriels d'en réduire progressivement la centralité. Il s'agit de tenir stratégiquement dans le système actuel tout en investissant massivement dans les technologies qui permettront d'en sortir pour ouvrir nos horizons.

Dans cette perspective, certains domaines doivent être protégés non par idéologie, mais par nécessité fonctionnelle. Les capacités liées au nucléaire sensible, à la recherche en fusion, aux technologies plasma, au calcul avancé et aux infrastructures scientifiques critiques conditionnent directement l'autonomie technologique future. Leur dispersion ou leur dépendance compromettrait la possibilité même de franchir ce seuil de développement.

La souveraineté matérielle ne repose donc pas uniquement sur l'accès aux ressources, mais sur la maîtrise des processus physiques fondamentaux. Sécuriser ces capacités aujourd'hui, c'est préserver la liberté de choix technologique de demain.

L'accélération ne peut intervenir qu'une fois ces bases posées. Une fois la dépendance reconnue, la diplomatie structurée et la chaîne de valeur organisée, la France pourra sécuriser ses approvisionnements, renforcer son industrie et retrouver une capacité d'arbitrage stratégique.

Cette approche permet d’éviter les ruptures brutales, de limiter les chocs sociaux et d’inscrire la souveraineté matérielle dans le temps long.

Les matières premières ne se sécurisent ni par l’alignement automatique, ni par la posture morale, ni par la confrontation. Elles se sécurisent par la diversification des approvisionnements, la maîtrise de la transformation et une diplomatie fondée sur l’échange de capacités réelles. C’est à cette condition que la France pourra garantir son autonomie industrielle, sa stabilité économique et sa liberté de décision dans un monde redevenu contraint.

Monnaie – infrastructure financière

La monnaie n’est pas un symbole abstrait ni un simple outil comptable. Elle constitue une infrastructure régalienne dont dépend la souveraineté d’un état, au même titre que l’énergie, l’eau ou les télécommunications. Elle conditionne la stabilité d’un pays, sa capacité à produire, à échanger, à investir et à tenir dans la durée.

Les choix monétaires opérés au cours des dernières décennies ont progressivement déconnecté la monnaie de la production réelle. L’intégration dans un système financier globalisé, hyperconnecté et largement dérégulé a exposé les économies nationales à des risques systémiques qu’elles ne maîtrisent plus. La zone euro, conçue comme un outil de convergence, est devenue un facteur de rigidité et de vulnérabilité face aux chocs économiques, énergétiques et géopolitiques.

Dans ce contexte, l’enjeu n’est ni la rupture brutale ni le repli, mais la reconstruction progressive d’une capacité de maîtrise.

Il est nécessaire de reconnaître lucidement la dépendance actuelle. La France est aujourd’hui exposée à un risque systémique monétaire qu’elle ne pilote pas. Cette exposition n’est pas idéologique, elle est technique. La politique monétaire est extérieure, les marges d’adaptation sont limitées, et les chocs asymétriques pèsent directement sur l’économie intérieure. Cette situation impose une réponse pragmatique : isoler le fonctionnement interne du pays des risques systémiques extérieurs, tout en maintenant les échanges nécessaires avec l’environnement international.

La stratégie proposée repose sur une architecture monétaire différenciée, dans laquelle chaque niveau remplit une fonction précise.

Une monnaie intérieure souveraine doit être recréée pour les échanges domestiques en préparation d’un choc monétaire systémique majeur sur l’euro ou le dollar. Cette monnaie, à la fois numérique et physique, constitue un pivot pour l’économie intérieure. Elle pourra être utilisée pour les salaires, les prestations sociales, les transactions courantes et l’activité économique nationale. Son émission et son pilotage relèvent de la Banque de France. Elle devra être adossée à des collatéraux réels — matières premières, métaux, énergie — afin de garantir sa valeur et sa crédibilité.

La monnaie papier demeure indispensable. Elle garantit la continuité des échanges de terrain, la résilience en cas de rupture numérique et la fluidité du réel. Une économie ne peut fonctionner durablement sans un support monétaire tangible, accessible et immédiatement mobilisable.

L’euro est maintenu comme monnaie tant que celle-ci existe et pourra être facilement remplacé s’il venait à implosé ou être la victime collatérale d’un choc sur le dollar.

Bitcoin, quant à lui, est reconnu comme un moyen de paiement, un actif de réserve et un outil de règlement international. Les citoyens et les entreprises doivent pouvoir payer leurs impôts en bitcoin. L'État peut en accumuler sans obligation de conversion. Bitcoin n'est pas envisagé comme une monnaie spéculative, mais comme une réserve de valeur de long terme, neutre, non alignée et indépendante des systèmes monétaires instables. Il constitue une assurance stratégique et un outil de continuité en cas de rupture monétaire internationale.

L'objectif n'est pas de convertir l'économie au bitcoin, mais de l'intégrer comme élément de stabilité à long terme. Plus les États accumuleront du bitcoin, plus celui-ci tendra à se stabiliser et à remplir son rôle de monnaie internationale de référence tout en révélant sa vrai valeur du fait de sa quantité limité.

La Banque de France devient le pivot de cette architecture. Elle assure l'émission de la monnaie intérieure, l'intermédiation entre les différents systèmes monétaires, la conversion via les marchés de change et la continuité contractuelle. Elle agit comme interface entre la Banque centrale européenne, les banques de détail et les marchés internationaux. Ce rôle central permet d'éviter toute conversion forcée, toute rupture juridique et toute perte de confiance.

La masse monétaire de la monnaie intérieure est volontairement mobile. Elle est ajustée en fonction de la production réelle, de l'état de l'économie, de la balance commerciale et du prix de l'énergie. Ce pilotage permet de contenir l'inflation, d'éviter la déflation et d'absorber les chocs internes et externes. À l'inverse, le bitcoin n'est pas piloté : il est accumulé, stocké et utilisé comme réserve stratégique.

L'objectif n'est pas l'indépendance totale ou la liberté abstraite, mais la maîtrise de la longueur des chaînes.

Les banques conservent leur rôle de fournisseurs de crédit. Elles peuvent accorder des prêts en euro, en monnaie intérieure et, de manière encadrée, en bitcoin. La création monétaire intérieure s'opère via la Banque de France. Les établissements bancaires peuvent être amenés à détenir une part de leurs réserves en bitcoin, renforçant leur résilience à long terme.

Le crédit n'est pas supprimé ; il est reconnecté à une architecture maîtrisée pour favoriser l'investissement dans l'économie réelle.

Les crypto-actifs sont reconnus et classifiés selon leur usage. L'innovation est laissée libre en amont. La régulation s'exerce principalement à l'entrée et à la sortie du système, au moment des conversions. Cette approche permet de favoriser l'innovation, de simplifier la régulation et de capter l'impôt lorsque la valeur devient réelle, sans étouffer les dynamiques émergentes.

Cette architecture monétaire, combinée à la maîtrise du prix de l'énergie et à la relocalisation productive, permet de tenir en cas de sanctions extérieures, d'effondrement monétaire régional ou de crise financière globale. Elle protège l'économie intérieure tout en maintenant les échanges internationaux. La monnaie n'est pas une idéologie. Elle est un outil de stabilité.
Cette approche ne vise pas la rupture, mais la résilience. Elle ne cherche pas l'isolement, mais la maîtrise.

La souveraineté monétaire ne consiste pas à tout contrôler, mais à ne plus tout subir.

Données publiques et infrastructures informationnelles

Les données constituent aujourd'hui une infrastructure stratégique à part entière. Elles conditionnent le fonctionnement de l'État, la continuité des services publics, la confiance des citoyens et la capacité d'innovation de la société. À ce titre, leur hébergement, leur accès et leur gouvernance relèvent d'un impératif de souveraineté non négociable.

La dépendance à des infrastructures étrangères, à des acteurs privés non maîtrisés ou à des architectures opaques expose l'État à des risques majeurs : perte de contrôle, fuites systémiques, interruption de service, exploitation politique ou économique des données. Cette situation impose une réorganisation complète des infrastructures informationnelles nationales.

Séparation stricte par nature de données

La première règle est la séparation physique et fonctionnelle des données selon leur nature. Toutes les données ne relèvent pas du même niveau de sensibilité, ni des mêmes exigences de sécurité.

Les données stratégiques regroupent celles liées à la défense, à la sécurité nationale, au fonctionnement de l'État et aux secteurs critiques. Elles doivent être hébergées sur des infrastructures souveraines dédiées, isolées des autres réseaux, accessibles uniquement par des environnements maîtrisés. Ces données ne sont ni exposables ni mutualisables. Leur intégrité, leur disponibilité et leur confidentialité priment sur toute autre considération.

Les données publiques regroupent les informations relatives à la gestion des collectivités, des départements et des services publics non sensibles : budgets, décisions administratives, politiques publiques, statistiques territoriales, cadastre, marchés publics. Ces données ont vocation à être publiques, accessibles librement et utilisables sans restriction. L'espionnage n'y constitue pas un risque stratégique. Au contraire, la transparence renforce la confiance, limite les dérives, améliore l'efficacité et stimule l'innovation.

Les données personnelles, qu'elles soient administratives ou de santé, relèvent d'un régime spécifique. Elles doivent être séparées physiquement des autres catégories et protégées par une logique de Zero Trust. L'accès n'est jamais global, mais conditionné, contextuel et limité à l'information strictement nécessaire, au moment où elle est requise. La confidentialité ne repose pas sur la promesse d'inviolabilité, mais sur la réduction maximale de la surface d'attaque et sur la traçabilité des accès.

Données publiques : transparence, continuité et innovation

Les données publiques constituent un bien commun informationnel. Leur ouverture n'est pas un risque, mais un levier. Organisées à l'échelle départementale, elles garantissent une lisibilité locale, une continuité de service et une accessibilité équitable sur l'ensemble du territoire.

L'open data devient ici un outil structurant : il permet l'audit citoyen, favorise l'émergence de nouveaux usages, soutient l'innovation économique et renforce la responsabilité des acteurs publics. La transparence n'est pas un affaiblissement de l'État ; elle est une condition de sa légitimité.

Données personnelles : protection par l’architecture, non par la promesse

La protection des données personnelles ne peut reposer uniquement sur des cadres juridiques ou des déclarations de principe. Elle doit être intégrée dans l’architecture même des systèmes.

Les données sont stockées de manière compartimentée, chiffrée et physiquement séparée. L’accès se fait par des terminaux dédiés — médecins, centres hospitaliers, administrations, forces de sécurité — selon des droits strictement définis. Seules les informations nécessaires sont exposées, pour une durée limitée, avec une traçabilité complète des accès. La donnée n’est ni copiée ni centralisée inutilement.

Cette approche limite les fuites, réduit les abus internes et préserve la confidentialité sans entraver le fonctionnement des services publics.

Registres distribués et blockchains souveraines

Afin de garantir l’intégrité, la traçabilité et la résilience des infrastructures informationnelles, l’État peut s’appuyer sur des registres distribués souverains, adaptés à la nature des données.

Les données publiques peuvent être supportées par des registres ouverts, assurant transparence et auditabilité. Les données administratives et personnelles peuvent reposer sur des architectures hybrides, dans lesquelles les preuves, les droits d’accès et les journaux sont inscrits de manière infalsifiable, tandis que les données elles-mêmes restent stockées hors chaîne, chiffrées et compartimentées. Les données stratégiques peuvent s’appuyer sur des registres fermés, strictement contrôlés, servant de support de synchronisation et de certification sans exposition des contenus sensibles.

Ces technologies ne constituent pas une fin en soi. Elles sont des outils au service d’un objectif plus large : remplacer la confiance implicite par des mécanismes vérifiables, réduire les points de défaillance uniques et renforcer la résilience globale du système. Une infrastructure peut être publique sans être lisible par tous, et une information peut être visible sans être accessible. Une chaîne peut en cacher une autre.

Territorialisation et résilience

Les infrastructures informationnelles doivent être territorialisées. Les hubs de données, notamment pour les données publiques, doivent exister à l’échelle départementale, avec des capacités de fonctionnement autonome en cas de rupture nationale. Cette organisation renforce la résilience, limite les effets de cascade et permet une continuité locale des services.

Les interconnexions entre hubs s’appuient sur les réseaux nationaux, tout en restant indépendantes de l’Internet public pour les fonctions critiques. La résilience ne repose pas sur la centralisation, mais sur la redondance maîtrisée.

Gouvernance, responsabilité et cycle de vie

Toute donnée doit avoir un cycle de vie clair : création, usage, archivage, destruction. La donnée inutile est une vulnérabilité. La conservation doit être limitée dans le temps, l’archivage sécurisé et la destruction traçable.

Les accès doivent être journalisés, audités et engageants. La responsabilité humaine est indissociable de la sécurité technique. La transparence des accès est une condition de la confiance.

Synthèse

Les données publiques et les infrastructures informationnelles ne relèvent pas d’un débat technique, mais d’un choix de souveraineté. Il s’agit de reprendre le contrôle sans bloquer, de protéger sans opacifier, d’ouvrir sans fragiliser.

La maîtrise de l’information repose sur la séparation des usages, la sobriété architecturale, la territorialisation et la responsabilité. Elle ne vise pas la perfection, mais la résilience. Elle ne promet pas l’inviolabilité, mais réduit le risque au minimum acceptable.

La souveraineté informationnelle n’est pas un luxe. Elle est une condition de la continuité de l’État et de la confiance collective.

III. Gouvernance, continuité de l’État et administration

La gouvernance d’un État ne se résume ni à l’exercice du pouvoir, ni à la production de normes. Elle consiste avant tout à assurer la continuité, la cohérence et la capacité d’adaptation d’un pays dans un environnement instable.

La France, par son histoire, sa géographie et sa culture politique, a besoin d’un pouvoir central fort, stratège et garant de la doctrine nationale, tout en reposant sur une gestion et un pouvoir décentralisée, ancrée dans la réalité de ses territoires.

La centralisation sans exécution locale conduit à l’abstraction.
La décentralisation sans stratégie conduit à la fragmentation.
L’équilibre entre les deux est une condition de survie institutionnelle.

Principes de gouvernance

Le pouvoir central a pour rôle exclusif de définir la stratégie nationale, d’assurer la cohérence de long terme et de garantir la continuité de l’État. Il fixe la doctrine, arbitre les grandes orientations et veille à leur application. Il n’a pas vocation à gérer le détail des territoires, mais à maintenir un cap commun.

La gestion opérationnelle relève des territoires. Les départements constituent l’échelon pertinent de l’administration locale. Ils doivent disposer d’une autonomie réelle dans l’exécution des politiques publiques, à condition de rester en continuité avec la stratégie nationale. Cette autonomie n’est ni symbolique ni décorative : elle engage la responsabilité politique et administrative des élus locaux.

Le pouvoir décentralisé n’est pas un pouvoir subalterne. Il est un pouvoir d’exécution, d’adaptation et d’innovation, exercé au plus proche du terrain.

Architecture institutionnelle et double contrôle

La gouvernance repose sur un principe de contrôle croisé entre le pouvoir central, les territoires et le peuple.

Le pouvoir central conserve la capacité de sanctionner ou de destituer des échelons départementaux qui s’écarteraient volontairement et durablement de la doctrine nationale, compromettant ainsi la cohérence de l’État. Cette capacité n’est pas discrétionnaire : elle s’exerce dans un cadre formalisé, traçable et justifiable.

Inversement, les représentants départementaux et communaux disposent d’un pouvoir de contrôle collectif sur l’exécutif central. En cas d’absence de stratégie, de stratégie manifestement contraire à l’intérêt national ou de dérive structurelle, ils peuvent engager des procédures de remise en cause du gouvernement menant à un référendum de destitution du gouvernement sous réserve de proposition d’un nouveau gouvernement émis par le peuple, pour le peuple et non les élus.

Ce mécanisme permet d’éviter la captation du pouvoir central par des logiques partisanes, idéologiques ou court-termistes ainsi que les jeux de carrières.

Le peuple reste le garant ultime de cet équilibre. Il élit les représentants territoriaux sur la base de projets concrets pour leurs départements aligné avec le plan nationale. Il valide les équipes exécutives nationales sur la base de stratégies proposées.

Les élections ne sont plus mécaniquement périodiques : elles sont convoquées lorsque la population en exprime la demande par des mécanismes de démocratie directe et déclenchement de référendum pouvant mener à des élections et des changements de pouvoir.

Les élections doivent se faire dans le cadre de débat qui peuvent se faire à l'oral ou à l'écrit.

Un gouvernement ou un représentant efficace n'a pas de date de péremption arbitraire. En revanche, toute défaillance peut être sanctionnée.

Ce modèle vise à mettre fin à la logique électoraliste permanente, qui fragilise la décision publique, et à encourager l'émergence de blocs compétents, issus de la diversité des territoires et des expériences individuelles.

Administration publique minimale et doctrine prioritaire

L'administration n'est pas une fin en soi. Elle est un outil au service de la continuité de l'État et de l'application de la stratégie nationale. Le poids administratif actuel est devenu disproportionné au regard de la situation économique et des besoins réels du pays. Il entrave l'agilité, dilue les responsabilités et consomme des ressources qui devraient être orientées vers l'action.

Les administrations doivent être réduites à leur fonction essentielle : assurer la continuité, la traçabilité et la mise en œuvre de la stratégie nationale à tous les niveaux. Les structures redondantes, opaques ou déconnectées du terrain doivent être dissoutes.

Cette réduction n'est pas un affaiblissement de l'État, mais une condition de son efficacité.

La simplification administrative permet une meilleure allocation des flux financiers, une exécution plus rapide des décisions et une responsabilisation accrue des acteurs.

Automatisation, données et aide à la décision

La gestion des données publiques et des infrastructures informationnelles rend possible le déploiement d'outils d'aide à la décision à tous les niveaux de l'État. Des systèmes d'intelligence artificielle distribués peuvent être utilisés en lecture seule pour produire des analyses, des projections et des rapports adaptés aux besoins des décideurs nationaux et locaux.

Ces outils ne prennent pas de décisions. Ils éclairent, alertent et accompagnent. Ils permettent aux responsables publics d'exercer leur rôle avec davantage d'autonomie, de compréhension et de réactivité, tout en restant alignés avec la stratégie nationale.

L'exercice du pouvoir n'existe que s'il est effectivement exercé. Fournir des outils accessibles, compréhensibles et formateurs est une condition de cette effectivité.

Les IA conçu pour répondre à ce besoin, le seront bien entendu de manière souveraine et régulièrement auditées et améliorer.

Simplification du droit et responsabilité judiciaire

Les corpus juridiques français se sont accumulés au point de devenir partiellement contradictoires, illisibles et parfois absurdes. Cette complexité excessive affaiblit la justice, déresponsabilise les acteurs et mine la confiance du peuple.

Les codes doivent être simplifiés au maximum. Cette simplification implique un transfert de responsabilité vers les juges, qui retrouvent une marge d'appréciation réelle, et vers les avocats, qui retrouvent un rôle de défense honnête et engagée.

La justice devient moins mécanique, moins administrative, plus humaine, mais aussi plus exigeante.

L'indépendance de la justice est garantie dans la décision. En revanche, la responsabilité est engagée dans les conséquences. Les décisions de libération anticipée engagent la responsabilité du juge qui les prononce idem en cas de faux positif.

En cas de défaillance grave et répétée, des mécanismes exceptionnels de remise en cause peuvent être déclenchés, à l'initiative des citoyens, suivis d'enquêtes professionnelles et de procédures collégiales.

Les magistrats et les acteurs judiciaires doivent exercer au plus proche des territoires qu'ils jugent. Vivre là où l'on exerce la justice permet d'en assumer les conséquences sociales et humaines. Chaque territoire peut disposer d'un corpus juridique local d'application, dans le respect d'un socle national intangible, afin d'adapter la justice aux réalités culturelles et sociales des sols qu'elle régit.

Le corps civil peut être associé au contrôle des jugements et des peines, non pour juger à la place des magistrats, mais pour garantir la transparence, la proportionnalité et la compréhension des décisions.

La gouvernance n'est pas une question de concentration du pouvoir, mais d'organisation de la responsabilité. Un État solide repose sur une stratégie claire, une exécution décentralisée, des contre-pouvoirs réels et une administration sobre.

La continuité de l'État dépend de sa capacité à décider sans précipitation, à agir sans inertie et à se corriger sans s'effondrer. Cette architecture vise à réconcilier autorité et proximité, stabilité et adaptation, discipline et responsabilité.

Elle ne promet pas l'harmonie. Elle vise la tenue dans le temps.

IV. Fiscalité, économie et redistribution

Stabiliser un système en crise pour reconstruire la capacité productive

La situation financière et économique du pays est dégradée à un niveau structurel. La dette publique dépasse 110 % du PIB, le déficit persiste malgré une pression fiscale élevée, et la dépense publique atteint près de 57 % de la richesse produite. Cette trajectoire n'est plus soutenable. Le modèle actuel repose davantage sur l'endettement, la complexité administrative et la redistribution sous contrainte que sur la création réelle de valeur.

L'objectif n'est pas d'optimiser un système à bout de souffle, mais de reprendre le contrôle des flux, d'écoper ce qui peut l'être rapidement, puis de reconstruire une économie productive capable de financer durablement ses choix sociaux et stratégiques.

La fiscalité doit redevenir un outil de pilotage macroéconomique simple, lisible et robuste.

Le coût du travail est aujourd'hui un frein majeur à l'embauche. Les cotisations sociales doivent donc être regroupées et abaissées à un taux unique de 20 %, prélevé mensuellement sur les salaires, sans distinction de statut, de catégorie ou de niveau de rémunération.

Ce prélèvement finance directement la protection sociale, la santé et les services publics fondamentaux. La baisse immédiate du coût du travail vise à relancer l'emploi, en particulier dans les PME, l'industrie et l'artisanat.

L'impôt sur les sociétés demeure distinct et doit être fixé à 20 %. Il s'applique exclusivement sur les bénéfices réellement réalisés, après paiement des salaires, des fournisseurs nationaux et des cotisations.

Les aides aux grandes entreprises doivent être entièrement révisé pour être supprimés et réalloué dans le cadre d'un plan national d'investissement. Les entreprises non productive doivent être supprimées pour libérer les talents qu'elles retiennent en restant sous perfusion monétaire.

Les bénéfices remontés vers des holdings, en France ou à l'étranger, sont intégralement considérés comme imposables. Les montages de remontée de trésorerie vers des structures étrangères ne relèvent plus de l'optimisation, mais de l'évasion fiscale. Ils sont traités comme tels. L'objectif est clair : la valeur créée sur le territoire doit contribuer sur le territoire.

Les revenus financiers restent soumis à une flat tax de 30 %, assumée comme une contribution plus élevée de revenus non directement productifs.

L'impôt sur le revenu est simplifié à l'extrême et rendu prévisible : l'équivalent d'un mois de salaire annuel est reversé à l'État. Ce mécanisme supprime les effets de seuil et restaure la lisibilité de l'effort demandé.

La TVA est maintenue à 20 % dans un premier temps afin de préserver les recettes de l'État pendant la phase de redressement. Les produits alimentaires non transformés bénéficient d'un taux réduit à 2 %, afin de soutenir immédiatement les producteurs, les circuits courts et la production intérieure. La TVA sera abaissée progressivement lorsque la croissance réelle et l'emploi auront été restaurés.

La concentration excessive du patrimoine est traitée comme un risque systémique en période de crise. Un impôt sur la fortune est rétabli à hauteur de 5 % pour les patrimoines nets supérieurs à 3 millions d'euros. Il s'agit d'une mesure de stabilisation financière ciblée, à rendement immédiat, appliquée à une fraction limitée de la population.

En matière d'héritage, chaque enfant peut recevoir sans taxation jusqu'à deux biens immobiliers destinés à l'habitat principal et secondaire ainsi que jusqu'à un million d'euros de liquidités, les objets de valeur ne sont pas considérés car la valeur en est figée dans la matière et l'attachement émotionnel peut ne pas avoir de valeur.

Au-delà, les excédents sont reversés à la collectivité afin d'alimenter l'investissement public et la continuité des services essentiels. Les parts d'entreprise et les actifs financiers sont transmis sans taxation afin de préserver l'outil productif et l'emploi. Cette organisation vise à maintenir la liquidité en circulation, limiter la rente improductive et éviter la concentration patrimoniale stérile tout en régulant indirectement le marché de l'immobilier.

Le système social est aujourd'hui fragmenté, coûteux et administrativement obèse. De nombreuses aides se superposent sans cohérence, avec des coûts de gestion élevés. Un travail de fusion et de simplification est engagé autour d'un socle unique de soutien, permettant de réduire drastiquement la bureaucratie tout en garantissant un minimum vital. Les retraites sont plafonnées à 2 000 € par mois, tandis que le minimum vieillesse est relevé à 1 000 € par mois. Ces mesures génèrent des économies immédiates et rétablissent une équité intergénérationnelle dans un contexte de ressources contraintes.

L'assurance maladie est maintenue comme pilier non négociable du modèle social. La surprescription de médicaments lourds, en particulier psychotropes et antibiotiques, doit être arrêtée au profit d'une médecine recentrée sur les soins nécessaires, la prévention et la responsabilité médicale. Cette rationalisation réduit les coûts structurels sans affaiblir l'accès aux soins.

Le revenu universel constitue un objectif stratégique de sortie de crise, non une mesure immédiate. Il ne peut être mis en place qu'après la refonte complète des systèmes de données, de paiement et de pilotage financier. Il sera indexé sur la production intérieure réelle et financé par la création de valeur, non par la dette.

La relance économique repose sur trois leviers simples : baisse du coût du travail, baisse du coût de l'énergie et l'assouplissement du marché du travail. Les 35 heures doivent être supprimées. Le droit du travail doit être assoupli sur l'embauche, la démission et la rupture conventionnelle, afin de réduire la frilosité des entreprises dans un contexte de restructuration rapide. Cette flexibilité est une condition de survie économique dans une phase de transition.

La lutte contre l'évasion fiscale est recentrée sur les grands flux. Les moyens de contrôle sont renforcés et orientés vers les grandes entreprises et les montages complexes, avec l'appui du renseignement économique et de la diplomatie. Il ne s'agit plus d'aller chercher dans les poches des petits acteurs, mais de récupérer des montants significatifs là où ils se trouvent.

La France ne rééquilibrera pas rapidement sa balance commerciale par des biens manufacturés standards. La stratégie repose sur l'exportation de secteurs à forte valeur et difficilement

substituables : énergie, alimentation de qualité, savoir-faire industriel, ingénierie, luxe et grands groupes stratégiques. Ces acteurs doivent rester, produire et se battre avec le pays.

En cela ils pourront travailler de pair avec le gouvernement, la diplomatie et les renseignements pour assurer et sécuriser leur développement à l'internationale s'ils le souhaitent ou s'ils opèrent sur des secteurs stratégiques.

L'intelligence artificielle et la robotique sont des outils d'augmentation de productivité, pas des solutions miracles. Leur efficacité dépend directement de la stabilité du cadre économique et organisationnel. Sans système solide, elles ne produiront aucun effet macroéconomique.

Cette stratégie vise à stabiliser, relancer, puis transformer. Elle n'est ni confortable ni idéologique. Elle est conçue pour faire tenir le système, restaurer la capacité productive et ouvrir, à terme, la voie à un modèle dans lequel le revenu universelle pourra être indexé à la production intérieur pour que chaque citoyen puisse bénéficier des dividendes de la richesse que nous créons collectivement.

V. Services publics fondamentaux

Principes généraux

Les services publics fondamentaux constituent l'ossature opérationnelle de l'État. Ils ne sont ni des outils idéologiques, ni des variables d'ajustement budgétaire, mais des fonctions vitales destinées à garantir la continuité de la nation, la cohésion sociale et la protection des citoyens.

Leur organisation doit reposer sur un équilibre entre confiance, responsabilité et contrôle.

La confiance est accordée aux opérationnels. Ce sont eux qui exercent les métiers de terrain, connaissent les contraintes réelles et sont en mesure de définir les besoins humains, matériels et organisationnels nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. La décision opérationnelle doit partir du terrain.

La responsabilité est individuelle et assumée. Chaque service public dispose d'un responsable clairement identifié, comptable de ses choix, de ses résultats et de l'usage des moyens qui lui sont confiés. L'exercice d'une mission publique implique l'acceptation explicite de cette responsabilité.

Le contrôle est permanent, transparent et non idéologique. Il ne vise pas à entraver l'action, mais à garantir l'intégrité du système, prévenir les dérives et maintenir la confiance collective.

Décentralisation fonctionnelle et cohérence nationale

Le financement et la gestion quotidienne des services publics relèvent de l'échelon départemental. Ce niveau permet une proximité suffisante avec les réalités locales tout en conservant une masse critique pour l'organisation et l'investissement.

Chaque département finance ses services publics à partir des ressources issues de la redistribution nationale. En contrepartie, il est tenu de respecter strictement la doctrine nationale et les objectifs stratégiques définis au niveau central.

L'État conserve un rôle de stratège, de garant de la cohérence globale et d'arbitre ultime. Il peut intervenir en cas de défaillance manifeste, de rupture de continuité ou de non-respect de la doctrine nationale.

Enveloppes, missions et contrôle financier

Chaque antenne d'un service public dispose :

- d'une mission clairement définie,
- d'une enveloppe budgétaire dédiée,
- d'un responsable opérationnel, qui assurera le recrutement de ses équipes, l'obtention des moyens et l'organisation de l'antenne.
- d'un référent comptable indépendant, issu de l'administration.

Le rôle du référent comptable n'est pas décisionnel mais de contrôle. Il veille à la conformité de l'usage des fonds, à la traçabilité des dépenses et à la remontée d'informations financières fiables.

Les décisions opérationnelles restent entre les mains des responsables de terrain.

Le contrôle financier n’intervient ni dans la hiérarchie, ni dans la stratégie locale, sauf en cas d’irrégularité avérée. Pour ce faire le référent comptable sera assisté d’une IA dédié et les remontées économiques et la vérification des flux seront contrôlés également par une IA.

Transparence et contrôle citoyen

La transparence est une condition non négociable de la légitimité des services publics.

Les comptes, budgets et grandes lignes de dépenses de chaque service doivent être accessibles facilement à l’ensemble des citoyens, dans un format lisible et standardisé.

Tout citoyen doit pouvoir :

- consulter l’état financier d’un service,
- comparer les moyens engagés aux résultats observés,
- signaler une anomalie ou un dysfonctionnement.

Les alertes citoyennes fondées déclenchent un contrôle formel de l’État. Ce mécanisme vise à restaurer un contrôle civique actif, sans médiation partisane ni bureaucratique.

Services publics comme écosystème d’innovation

Les services publics ne doivent plus être considérés comme des structures figées, mais comme un écosystème à part entière, capable d’intégrer innovation, technologie et nouveaux usages.

La mise en concurrence des solutions, la collaboration avec le tissu économique et l’ouverture à l’innovation sont encouragées, dans un cadre maîtrisé et transparent.

Les besoins exprimés par la population constituent le principal indicateur de développement des services. L’offre doit s’adapter à la demande réelle, et non l’inverse.

Des outils d’intelligence artificielle pourront être déployés comme interfaces neutres entre les citoyens, les services et les responsables publics, afin de :

- recueillir les besoins,
- analyser les usages,
- produire des indicateurs d’aide à la décision.

Principe directeur

Les services publics existent pour servir la population, non pour se servir eux-mêmes.
Ils doivent être opérationnels, transparents, responsables et adaptables.

Ce cadre général vise à restaurer la confiance collective, réduire l’inertie administrative et permettre à chaque service public d’accomplir pleinement sa mission, au plus près du terrain, dans l’intérêt de la nation.

Santé

La santé constitue un pilier fondamental de la cohésion nationale et de la continuité de l'État. Elle doit être gratuite, accessible à tous et sans condition, car une population en bonne santé est une condition préalable à toute stabilité sociale, économique et démographique.

Le développement du système de santé doit répondre aux besoins réels de la population, selon une logique d'offre et de demande observée sur le terrain, et non selon des objectifs administratifs abstraits. Les ressources humaines, matérielles et organisationnelles nécessaires à son fonctionnement ne peuvent être correctement évaluées que par les corps médicaux opérationnels, en fonction de leur implantation géographique, de la démographie locale et des spécificités territoriales.

Les médecins, soignants et personnels de santé doivent être replacés au cœur du système de décision, d'innovation et de formation. Ce sont eux qui soignent, observent, expérimentent et ajustent les pratiques. L'administration n'a pas vocation à diriger l'acte médical, mais à en garantir les conditions d'exercice, la continuité et la cohérence nationale.

Gouvernance des établissements de santé

Les structures de santé, du cabinet médical aux centres hospitaliers, sont responsables de l'intégralité de leur organisation et de leur fonctionnement. Elles ont pour mission principale de recevoir et de soigner la population, mais participent également à l'écosystème de formation, de recherche et d'innovation. À ce titre, elles contribuent à :

- la formation des futurs praticiens, en partenariat avec les universités, écoles et instituts spécialisés ;
- la recherche et au développement, en lien avec le monde académique et les entreprises du secteur ;
- aux essais cliniques des produits de santé entrant en phase de test, dans un cadre strictement encadré et transparent.

Cette articulation permet de maintenir un système de santé vivant, évolutif et connecté aux avancées scientifiques, sans rupture entre pratique médicale, enseignement et innovation.

Santé de routine et prévention

Une nouvelle branche structurante du système de santé doit être développée : la santé de routine.

Elle repose sur la création d'établissements spécifiquement équipés non pour soigner des pathologies, mais pour observer, analyser et suivre l'état de santé global des individus. Ces structures ont pour objectif de proposer un bilan de prévention régulier et de pratiques de médecine douce et alternative inspiré d'autres cultures afin d'identifier les facteurs de risque et de conseiller chaque personne sur ses habitudes de vie, de consommation et d'activité, en tenant compte de ses spécificités propres.

Cette approche repose sur un principe simple : *mieux vaut prévenir que guérir.*
En réduisant les pathologies évitables, elle diminue la pression sur le système de soins, améliore la qualité de vie et renforce la résilience collective.

Intégrité du système et indépendance médicale

Toute forme de démarchage commercial, d'influence ou de pression exercée sur les médecins de terrain par les industries pharmaceutiques ou assimilées est formellement interdite. L'acte médical doit rester indépendant, fondé sur l'intérêt du patient, l'état de la science et l'éthique professionnelle.

Les agences régionales de santé seront réorganisées à l'échelle départementale sous la forme d'antennes opérationnelles et de supervision, chargées de :

- superviser l'application de la stratégie nationale de santé ;
- coordonner les acteurs en cas de crise sanitaire ;
- assurer le suivi des essais cliniques ;
- servir d'interface avec les entreprises du secteur pharmaceutique et biomédical.

L'ensemble des échanges, contrats, protocoles d'essais et résultats de recherche fera l'objet d'une transparence complète, accessible aux praticiens. Cette visibilité permet à chacun de suivre l'évolution technologique, de s'engager dans des essais lorsqu'il le souhaite, ou de lever des alertes si nécessaire.

Des outils d'intelligence artificielle pourront être déployés comme interfaces d'analyse et de synthèse, afin de pondérer les avis, croiser les données et faciliter la prise de décision, sans se substituer au jugement médical humain.

Données de santé, recherche et innovation

Les données de santé relèvent du domaine personnel et doivent bénéficier du plus haut niveau de protection. Elles sont physiquement séparées des autres bases de données publiques et accessibles uniquement selon un principe de nécessité opérationnelle stricte.

Toutefois, l'usage des données de santé à des fins de recherche, d'innovation et de statistiques est autorisé, à condition qu'il repose exclusivement sur des données anonymisées, rendues non identifiables par segmentation et cloisonnement des informations.

Cette approche permet de concilier :

- la protection absolue de la vie privée,
- le progrès scientifique,
- l'amélioration continue des politiques de santé publique.

Gestion de crise et souveraineté sanitaire

En cas de crise majeure — sanitaire, climatique, industrielle ou militaire — le système de santé bascule en mode exceptionnel. Les structures, personnels et ressources peuvent être réquisitionnés et coordonnés directement au niveau départemental, sous l'autorité de l'État central et en lien avec les forces armées, afin d'assurer une réponse rapide, cohérente et à fort impact.

Lorsque la situation l'exige, les grands moyens doivent être employés sans hésitation, jusqu'au retour à la normale et à la résolution complète de la crise.

Enfin, la souveraineté sanitaire constitue un objectif stratégique à moyen terme. La production nationale de médicaments, de dispositifs médicaux, d'équipements et de consommables essentiels doit être progressivement renforcée. La dépendance extérieure est reconnue, mais elle ne doit jamais devenir structurelle ni subir de logique de marché incompatible avec la sécurité nationale.

Ce cadre vise à reconstruire un système de santé robuste, indépendant, préventif et opérationnel, au service de la population et de la nation, sans dérive idéologique ni soumission aux intérêts privés.

Éducation, formation et recherche — Construire l'intelligence collective

L'éducation, la formation et la recherche forment un continuum stratégique. Elles ne peuvent plus être pensées comme des blocs séparés, administrés indépendamment, mais comme un système unique destiné à former des individus capables, autonomes et critiques, tout en produisant un savoir utile, exploitable et transmissible.

Nous sommes à une ère où l'information est immédiatement accessible et où l'intelligence artificielle devient un outil courant. Dans ce contexte, la valeur ne réside plus dans l'accumulation de connaissances théoriques, mais dans la capacité à raisonner, à comprendre des systèmes complexes, à agir dans le réel et à coopérer.

L'objectif n'est pas de produire des diplômés standardisés, mais des individus structurés intellectuellement, capables de se situer dans la société, d'entreprendre et de contribuer au bien commun.

L'accès à l'éducation et à la formation doit être ouvert à tous, à tout âge. Le revenu universel rendra possible cette continuité d'apprentissage tout au long de la vie, que ce soit pour une réorientation, une montée en compétence, un retour aux études ou un développement personnel.

Les diplômes doivent conserver une valeur de reconnaissance nationale, mais cessent d'être des barrières artificielles à l'accès au réel. La preuve par l'expérience, la réalisation et la responsabilité prime.

Former des esprits solides

De la maternelle au lycée, la mission de l'école évolue profondément. Le rôle de l'enseignement n'est plus d'apprendre par cœur, mais d'éveiller les curiosités intellectuelles et manuelles, d'aiguiser la logique, de développer la compréhension systémique et de forger un esprit critique solide face à l'intelligence artificielle, à l'information et à la complexité du monde.

L'IA est un outil, non un substitut. Savoir l'utiliser intelligemment suppose déjà de savoir penser.

Aucune décision pédagogique, disciplinaire ou d'orientation ne peut être prise exclusivement par une intelligence artificielle. Le jugement humain demeure central et non négociable.

Les rythmes scolaires doivent respecter les rythmes biologiques. Moins de temps assis, plus de temps en extérieur, plus de pratique, moins de pression à la réussite et un encouragement à l'expérimentation.

La suppression des longues vacances scolaires, hors période de Noël, permet un rythme plus constant, plus lent et plus humain, tout en réduisant les inégalités sociales et les ruptures éducatives. Cette organisation vise à redonner du temps long et de la souplesse aux familles, non à les

contraindre. Chacun reste libre d'organiser ses temps de repos, sous réserve d'assumer les rattrapages nécessaires, la formation doit être vue comme un continuum progressif ou chacun progresse à son rythme à partir d'une traction fourni par le professeur.

L'école doit rester ouverte tout au long de l'année même pendant les fêtes. Pour certains, elle est un refuge ; pour d'autres, un cadre structurant indispensable. Le harcèlement, les violences et les prédations doivent être combattus sans ambiguïté. Les enseignants sont responsables de leurs élèves et doivent être soutenus par leur hiérarchie, jamais isolés. Ils doivent pouvoir effectuer des signalements professionnels encadrés, déclenchant si nécessaire des interventions rapides à l'échelle départementale ou nationale. La traçabilité, la protection contre les abus et la transparence sont les garanties de ce dispositif.

Les enseignants, pilier du système

La formation initiale des enseignants est globalement solide. Elle doit cependant être prolongée par une formation continue structurée, car le monde évolue trop vite pour figer les pratiques pédagogiques. Cette formation continue relève du rectorat qui devra être décentralisé à échelle départementale, chargé de mettre en œuvre la doctrine nationale en respectant l'aspect culturel des territoires, d'accompagner les enseignants dans l'évolution de leurs méthodes et de garantir la cohérence pédagogique sur le territoire.

Moins de contrôle bureaucratique, plus de soutien. Moins d'administrateurs, plus d'enseignants. Les professeurs doivent pouvoir se former entre pairs, expérimenter, ajuster, transmettre.

Enseignement supérieur et accès libre au savoir

L'ensemble des contenus produits par les établissements publics — cours, conférences, supports pédagogiques, annales d'examens — doit être rendu librement accessible. Tout citoyen doit pouvoir suivre un cursus en autodidacte et se présenter en candidat libre aux examens.

Les examens théoriques se feront sur support écrit, évalués par des enseignants, assistés par IA. La validation finale reposera sur l'expérience réelle : stages, projets concrets, soutenance orale et mémoire rédigé.

Le diplôme atteste d'un socle ; il ne remplace ni ne supplante l'expérience vécue ni la capacité à entreprendre.

Formation professionnelle, recherche et ingénierie

Les filières professionnelles et technologiques doivent être pleinement valorisées. Elles constituent le cœur d'une économie productive et souveraine et doivent être ouvertes à tous les parcours, y compris à ceux issus de filières universitaires théoriques souhaitant se réorienter.

La collaboration avec les entreprises est essentielle, sans captation privée du système éducatif.

La recherche doit être libérée de la course permanente aux financements. Les chercheurs doivent chercher. Ils doivent bénéficier de financements stables, de temps long et d'indépendance intellectuelle.

La liberté académique est garantie par la stabilité, non par la précarité.

L’évaluation doit porter sur l’impact réel, l’utilité collective et la contribution au savoir commun, non sur la communication ou l’empilement de publications.

La recherche et l’ingénierie doivent être étroitement liées. Les chercheurs ouvrent des possibles, les ingénieurs les rendent concrets. Cette collaboration doit être intégrée dès les parcours de formation afin d’habituer les futurs professionnels à travailler ensemble, car ils sont les deux faces d’une même pièce et pourront être mise en valeur lors d’Hackathon nationaux.

Bibliothèque nationale de savoirs et brevets

Les productions issues de la recherche publique et de l’ingénierie nationale doivent alimenter une bibliothèque nationale de brevets et de savoir-faire. Ce patrimoine stratégique collectif constitue une intelligence sur étagère, prête à être exploitée.

L’accès à cette bibliothèque ne supprime pas la propriété intellectuelle privée. Il réduit les coûts d’entrée, accélère l’innovation et favorise l’émergence d’initiatives entrepreneuriales et industrielles. Une intelligence artificielle nationale assurera l’indexation, la mise en relation des travaux et l’accès à cette intelligence collective, face aux volumes considérables de données produites.

L’armée bénéficiera de ce socle commun, tout en conservant ses propres centres de recherche pour les usages strictement militaires.

Gouvernance et continuité

L’ensemble du système éducatif, de formation et de recherche est piloté par une doctrine nationale claire, déployée à l’échelle départementale. La décentralisation s’exerce dans le cadre de l’unité nationale et de la primauté de la stratégie centrale. L’administration est réduite à l’essentiel : assurer la cohérence, la continuité et la transmission de la stratégie.

Solidarité

La solidarité ne peut plus être pensée comme une accumulation d’aides dispersées, conditionnelles, opaques et administrées à distance du réel. Elle doit être simple, lisible, équitable, et orientée vers un objectif clair : protéger, stabiliser, réinsérer, ou, lorsque cela est nécessaire, isoler pour protéger.

L’ensemble des dispositifs de solidarité existants devront à terme être supprimé et remplacé par un revenu universel, garantissant à chaque citoyen un socle matériel minimal et un accès au logement et à l’éducation. Pour l’instant la priorité doit être donné à la reconstruction industrielle et économique de notre pays pour atteindre cet objectif social.

Par une administration unifiée, des centres de protection, d’encadrement et de réinsertion doivent être mis en place pour répondre aux difficultés de la fragmentation sociale de notre pays.

Une administration unifiée, des régimes différenciés

Les structures relevant aujourd’hui de la solidarité, de la protection de l’enfance, de l’hébergement d’urgence, de la réinsertion et de l’aide aux personnes handicapés devront relever d’une même autorité administrative, déployée à l’échelle départementale et alignée sur la doctrine nationale.

Cette administration unique repose sur un principe simple :
des lieux distincts, des conditions distinctes, des objectifs distincts, selon la situation des personnes concernées mais une ligne unique, ne laisser aucun citoyen livré à lui même.

Trois régimes principaux sont définis.

Régimes de Protection des mineurs

Les enfants en situation de danger, d'abandon ou de rupture familiale relèvent d'un statut spécial de protection, en tant que pupilles de la nation.
Ils devront être accueillis dans des structures offrant un environnement confortable, stable et protecteur, orienté vers la sécurité physique et psychologique, l'éducation, la formation, la pratique sportive et la préparation à l'autonomie.

La priorité absolue est la protection de l'enfant. Toute atteinte, prédation ou mise en danger sera sanctionnée avec la plus grande sévérité. Il n'y a aucune tolérance sur ce point.

On ne touche pas aux enfants. Cela vaut pour tout les pans de la société.

Une sortie anticipée du dispositif est possible lorsqu'un membre de la famille se porte garant et démontre des capacités d'accueil, de stabilité et de protection équivalentes ou supérieures à celles proposées par la structure et si l'enfant le souhaite.

À la majorité, le revenu universel lorsque mis en place permettra à ces jeunes de prendre leur envol. Ils bénéficieront d'un accompagnement renforcé afin de compenser les ruptures subies et de leur offrir une égalité réelle de départ, voire une liberté supplémentaire liée à leur pleine indépendance. À terme, ils peuvent devenir des piliers, voire des garants, de la nation.

Régime de protection des adultes

Les adultes en situation de grande précarité, de rupture sociale, administrative ou personnelle — personnes à la rue, en danger ou en perte de repères — doivent être accueillis dans des centres de « stabilisation » et de « remise en selle ».

La rue n'est pas un choix acceptable. Laisser des personnes y survivre constitue une défaillance collective dont la société porte la responsabilité.

Ces centres offrent des conditions rudimentaires mais dignes, sans manque matériel, et reposent sur la mise à l'abri, la reconstruction administrative, l'accès à la santé, l'éducation, la formation, ainsi que l'orientation vers l'emploi et le logement.

Ils sont animés par des équipes pluridisciplinaires associant éducateurs, encadrants et personnels soignants, afin de traiter les situations de manière globale, sans recréer de silos bureaucratiques.

L'objectif n'est pas la prise en charge permanente, mais la sortie progressive du dispositif et le retour à l'autonomie par le logement, l'emploi et la vie associative.

Tout comportement dangereux, illégal ou inapproprié à l'encontre des personnes accueillies ou des personnels entraînera une arrestation, un jugement et, le cas échéant, un placement en centre de détention. Cette exigence vaut également pour les équipes encadrantes : tout abus sur des personnes en situation de vulnérabilité est intolérable et sera sanctionné avec fermeté.

Pour les adultes ne relevant pas d'une situation d'urgence, l'entrée dans ces centres repose sur le volontariat, lorsqu'une perte d'équilibre est identifiée et qu'un cadre temporaire est nécessaire.

Il faut accepter que les décennies de déresponsabilisation aient profondément fragilisé une partie de la population. Certains parcours nécessiteront des séjours longs. D'autres adultes ne seront pas ré-insérables. Dans ces cas, la responsabilité collective consiste à offrir à minima un cadre protecteur, stable et digne, ainsi que les moyens disponibles, tout en assumant la réalité de ne pas pouvoir sauver tout le monde.

Étrangers et régularisation

Les étrangers en situation irrégulière ne participant pas à l'économie relèvent de dispositifs spécifiques, temporaires et clos, destinés au traitement administratif de leur situation et à l'organisation de leur retour dans leur pays d'origine. Ces structures sont séparées du reste du territoire afin de garantir la sécurité, la lisibilité des procédures et la stabilité sociale.

Les travailleurs étrangers déjà intégrés dans l'économie productive peuvent faire l'objet d'une régularisation provisoire, strictement conditionnée à l'existence d'un emploi réel, à des garanties professionnelles et à l'absence de trouble à l'ordre public.

Les entrepreneurs étrangers, investisseurs ou porteurs de compétences stratégiques relèvent d'un cadre distinct. Lorsqu'ils apportent du capital, du savoir-faire, des technologies ou une capacité de production utile à la reconstruction et à la souveraineté nationale, leur accueil peut être organisé de manière ciblée, contractuelle et réversible, selon les besoins du pays.

À moyen terme, la réorganisation du travail, la montée en productivité liée au déploiement de l'intelligence artificielle, la robotisation et la gestion démographique et industrielle doivent permettre de réduire structurellement la dépendance à toute forme de main-d'œuvre étrangère non stratégique.

Personnes en situation de handicap

Le handicap relève d'une prise en charge collective durable, proportionnée à la nature et au degré du handicap, dans le respect strict de la dignité des personnes. Toute personne en situation de handicap doit bénéficier, sans condition, d'un accès prioritaire aux soins, aux équipements et aux dispositifs d'assistance nécessaires à son autonomie.

Le handicap ne signifie pas improductivité. Toute personne handicapée capable d'exercer une activité, même partielle ou spécifique, doit pouvoir être employée là où elle est réellement opérationnelle. La participation à la vie économique et sociale constitue un facteur d'équilibre et de dignité, dès lors qu'elle n'est ni forcée ni déconnectée des capacités réelles de la personne.

Les équipements médicaux et dispositifs d'assistance sont fournis par la collectivité. L'innovation technologique joue un rôle central : exosquelettes, interfaces, implants, robotique d'assistance doivent permettre d'élargir l'autonomie, de préserver la dignité et d'améliorer la qualité de vie. Les personnes volontaires pourront participer à des programmes d'expérimentation et de recherche dans un cadre éthique strict, transparent et encadré, et bénéficier en priorité des innovations développées.

Les personnes en situation de handicap sont accompagnées par des corps soignants intermédiaires assurant l'assistance quotidienne et le suivi. La robotique d'assistance sera déployée en priorité pour

les situations de forte dépendance afin de réduire la pénibilité des soins, préserver l'intimité et éviter toute déshumanisation. L'objectif n'est jamais la mise sous tutelle, mais l'autonomie maximale possible, adaptée à chaque situation.

Le principe directeur est clair : protéger sans infantiliser, assister sans exclure, intégrer sans nier les limites.

Principe directeur

La solidarité n'est ni un droit à l'inaction, ni une sanction déguisée.
Elle est un outil de protection, d'encadrement et de responsabilité, au service de la cohésion nationale.

Chaque situation appelle un cadre adapté.
Chaque cadre vise une issue.
L'objectif n'est jamais l'enfermement pour l'enfermement, mais la stabilité, la reconstruction ou la sanction, selon les cas, dans l'intérêt de la société et des personnes.

Justice et système carcéral

La justice constitue l'un des piliers fondamentaux de la continuité de l'État. Elle n'a pas pour vocation de réparer l'irréparable ni de satisfaire des abstractions morales, mais de protéger la société, de poser des limites claires et de garantir un cadre commun intelligible et stable.

Principes fondamentaux

Le socle juridique repose sur des principes simples et universels :

Ne pas voler, ne pas violer, ne pas tuer, respecter les personnes, ses engagements, la propriété privée et les biens communs.

La liberté d'expression est garantie de manière maximale. Elle trouve sa limite uniquement dans la diffamation caractérisée et l'appel à la violence caractérisée envers des personnes physiques ou morales, on peut critiquer mais pas menacer.

Internet est considéré comme une agora publique : La parole est libre, mais la menace, le harcèlement, la diffamation caractérisée et l'appel à la violence sont pénalement traités, en ligne comme dans l'espace public.

La loi est nationale. Son application peut être contextualisée dans des cadres stricts par des juridictions de proximité afin d'apporter des réponses rapides, proportionnées et compréhensibles, sans jamais remettre en cause l'unité du droit.

Organisation judiciaire et hiérarchie des délits

Les délits mineurs doivent relever de juridictions civiles de proximité. Les peines y sont adaptées à la situation, au contexte et à la réalité du terrain, dans une logique de responsabilisation immédiate. Les faits tels que coups et blessures ou homicides involontaires donnent lieu à une enquête circonstanciée et à une décision proportionnée.

Les délits pénaux et crimes sont traités par les tribunaux départementaux des grandes villes. Les sanctions y sont claires, fermes et systématiquement exécutées.

Les crimes sexuels, notamment sur mineurs font l'objet d'un traitement judiciaire d'une rigueur maximale.

Les sanctions les plus lourdes ne peuvent être prononcées qu'après une enquête approfondie, reposant sur un faisceau de preuves concordantes – scientifiques, matérielles et testimoniales – évaluées collégialement. Toute dénonciation mensongère avérée constitue un délit pénal grave et sera poursuivie comme tel.

Les homicides volontaires ou tentatives d'homicide, extorsion, terrorisme, crimes en bandes organisée et équivalent relèvent des peines les plus lourdes.

La protection de la société prime. Toute perspective d'aménagement ne peut être examinée qu'après un temps long, dans un cadre collégial strict, incluant une consultation formelle des familles des victimes, dont l'avis est pris en compte de manière déterminante. La responsabilité du juge en sera engagée.

Les crimes relevant de la haute trahison — vente de biens stratégiques, de renseignements ou atteinte grave à l'intégrité et à la sécurité nationale — sont jugés par une juridiction spécialisée à Paris. Les sanctions y sont graduées selon la gravité et l'impact systémique des faits.

Incarcération, isolement et sanction

La justice a pour fonction de protéger la société et de préserver la continuité nationale. Toute personne condamnée pour des délits multiples ou un crime est placée hors du cadre civil normal, selon un régime proportionné à la gravité des faits.

La détention n'a pas vocation à être confortable. Elle a pour objectifs l'isolement, la protection de la société, la discipline et la responsabilisation individuelle.

Les établissements pénitentiaires sont refondus sous forme de centres spécialisés, intégrés à une administration unique, avec des conditions différenciées selon les profils.

Les détenus sont répartis dans des structures fermées distinctes selon deux critères clairs : nationalité et nature des infractions ou crimes. Les citoyens français et les ressortissants étrangers ne relèvent pas des mêmes dispositifs. Les délinquants et les criminels ne relèvent pas des mêmes régimes. Les conditions de détention sont sobres, isolées, disciplinaires, et incluent une contribution obligatoire par le travail à des chantiers d'intérêt général.

Le travail d'intérêt général encadré constitue une composante systématique de la peine. Il participe à la contribution collective et à la structuration individuelle.

Chaque détenu dispose d'une cellule individuelle avec sanitaire, accès à la lecture et à des conditions minimales de dignité, sans superflu, ainsi qu'un accès à la lumière.

Un accompagnement spirituel peut être proposé à titre individuel, dans le strict respect de la liberté de conscience, sans prosélytisme ni organisation communautaire interne. Il est organisé sous le contrôle de l'administration pénitentiaire, en lien avec les représentants des cultes reconnus.

Dans un contexte de contrainte budgétaire sévère et de crise systémique, la France entre dans une logique de survie opérationnelle.

Les ressources publiques sont prioritairement mobilisées pour la protection, la reconstruction et la cohésion nationale. La responsabilité individuelle doit être pleinement engagée. La récidive n'est plus tolérable ni absorbable.

Les actes relevant de la haute trahison — atteinte volontaire aux intérêts fondamentaux, à la sécurité ou à l'intégrité de la nation — doivent relever de régimes d'exception strictement encadrés.

Légitime défense

La légitime défense est reconnue de manière élargie lorsqu'une agression caractérisée est établie. La neutralisation de l'agresseur est autorisée, y compris par des moyens physiques proportionnés et légèrement supérieur visant à mettre fin à la menace, sans intention de donner la mort.
Cette disposition ne s'applique ni aux rixes consenties, ni aux conflits mineurs, ni aux comportements provoqués ou escaladés volontairement.

Nationalité et protection du territoire

Aucune apatridie forcée n'est créée.

Les étrangers condamnés pour crimes ou délits graves peuvent faire l'objet d'une mesure d'éloignement judiciaire après exécution de leur peine.
Les personnes disposant de plusieurs nationalités peuvent, en cas de faits extrêmement graves ou de récidive caractérisée, faire l'objet d'une déchéance de nationalité française, prononcée par décision judiciaire, dans un cadre légal strict suivi d'une mesure d'éloignement.

Finalité du système judiciaire

Les étrangers condamnés pour crimes ou délits graves peuvent faire l'objet d'une mesure d'éloignement judiciaire après exécution de leur peine.
Les personnes disposant de plusieurs nationalités peuvent, en cas de faits extrêmement graves ou de récidive caractérisée, faire l'objet d'une déchéance de la nationalité française, prononcée par décision judiciaire, dans un cadre légal strict, suivie d'une mesure d'éloignement.

Police et sécurité intérieure

La sécurité intérieure constitue une fonction régalienne fondamentale. Elle conditionne la liberté réelle des citoyens, la cohésion sociale et la capacité de l'État à faire respecter ses propres lois. Une police affaiblie, désorganisée ou paralysée produit mécaniquement de l'insécurité, de la défiance et une perte d'autorité collective.

La doctrine repose sur une organisation simple et hiérarchisée.
L'État définit au niveau national le cadre juridique, les règles d'engagement, les priorités stratégiques et les principes d'action. À l'échelle départementale, l'autorité préfectorale assure

l’application de cette doctrine, la formation continue, la gestion des procédures et la coordination avec la justice, le renseignement, les services de secours et de santé. À l’échelon local, les commissariats et hôtels de police sont exclusivement opérationnels. Leur rôle est d’agir sur le terrain, non d’administrer.

Cette architecture vise un objectif clair : réduire l’administration au strict nécessaire et redonner toute sa place à l’action.

La police doit revenir à ses missions premières. Elle protège et assiste les personnes, intervient rapidement lorsqu’elle est appelée, mène des enquêtes judiciaires et procède aux arrestations sur décision de justice. L’enquête ne peut être fragmentée : le terrain, le numérique et la science forment un tout indissociable. La coopération étroite entre police judiciaire et renseignement est un impératif stratégique afin d’agir de manière cohérente, anticipée et efficace.

L’usage de la force relève d’un cadre strict. La police et la gendarmerie disposent du monopole de la violence légitime, exercée uniquement lorsque nécessaire. La force doit être proportionnée, orientée vers la neutralisation et viser prioritairement à préserver l’intégrité vitale lorsque la situation le permet. Face à une menace caractérisée, notamment armée, les forces de l’ordre sont autorisées à faire usage de leurs armes, en tenant compte du contexte et en limitant autant que possible les risques collatéraux. L’hésitation ne doit jamais devenir un facteur de danger pour les citoyens ou pour les agents eux-mêmes.

Cette responsabilité implique une exigence élevée de formation et de discipline. Chaque agent, quel que soit son grade, doit maintenir un entraînement continu du corps et de l’esprit, une maîtrise des procédures et une pratique régulière du tir. L’obéissance à la chaîne de commandement, la maîtrise de soi et la rigueur professionnelle sont des principes non négociables.

L’efficacité repose également sur la spécialisation. Les missions d’intervention, d’enquête, de cybercriminalité et de police de proximité exigent des compétences et des profils distincts. La doctrine privilégie des unités spécialisées, sélectionnées, formées et évaluées selon leurs missions propres, coordonnées au sein d’une stratégie commune.

Le contrôle ne peut reposer uniquement sur l’institution elle-même. Un contre-pouvoir citoyen encadré est instauré. Par tirage au sort, des citoyens sont convoqués pour un temps de service civique judiciaire concentré sur un week-end. Après une formation préalable, ils examinent des dossiers précis à partir de rapports, d’éléments audio ou vidéo lorsqu’ils existent, et rendent un avis sur la conformité de l’action policière à la doctrine. Ce dispositif agit a posteriori, sans interférer avec l’opérationnel, et constitue une garantie démocratique destinée à prévenir les dérives sans entraver l’action.

Pompiers et gestion des urgences

Les sapeurs-pompiers constituent un pilier essentiel de la protection civile. Leur mission ne se limite pas à l’urgence immédiate ; elle participe à la résilience du territoire face aux risques naturels, industriels et climatiques. Ils doivent disposer de moyens humains, matériels et logistiques à la hauteur de ces enjeux.

L’organisation repose sur une spécialisation territoriale adaptée aux réalités locales : incendies, inondations, milieux industriels, montagne, littoral ou feux de forêt. La formation continue est renforcée et les compétences sont développées en fonction des risques spécifiques de chaque département.

En cas de catastrophe majeure, la priorité revient au département concerné. Les départements non touchés se mettent immédiatement à disposition. L’échelon national, appuyé par l’armée, assure l’anticipation, la coordination stratégique et la montée en puissance des moyens. Pour les territoires ultramarins, l’armée prend le relais logistique et opérationnel, notamment par la mobilisation de moyens aériens spécialisés. La capacité nationale à produire, entretenir et déployer ces équipements constitue un atout stratégique majeur.

Les sapeurs-pompiers jouent également un rôle central dans la prévention et la réduction des risques. Cette action s’inscrit dans une logique locale, en lien étroit avec les collectivités, l’aménagement du territoire, la gestion forestière et la protection de l’environnement.

VI. Territoire, habitat et population

La question du territoire est centrale. Elle conditionne l'industrie, donc l'économie, la cohésion sociale, la sécurité, la biodiversité et la capacité d'un pays à se projeter dans le temps long. La France dispose d'un espace riche, varié et encore largement sous-exploité ou mal réparti. La concentration excessive dans les métropoles, la bétonisation continue des villes, la spéculation foncière et l'abandon progressif des territoires ruraux ont créé un déséquilibre profond qu'il est désormais nécessaire de corriger.

L'objectif n'est pas de contraindre, mais de réorganiser. Il s'agit de redonner du sens à l'occupation du sol, de répartir la population de manière plus équilibrée, et de reconnecter habitat, production, environnement et qualité de vie.

Aménagement du territoire

L'aménagement du territoire repose sur une logique de zones complémentaires, pensées à l'échelle nationale mais pilotées au niveau départemental.

Des zones franches de présence humaine limitée seront progressivement constituées, formant de larges corridors écologiques continus, de la mer aux montagnes. Ces zones ont pour vocation la protection du vivant, la régénération des écosystèmes et l'accueil d'activités scientifiques spécifiques (astronomie, environnementale). L'accès y est strictement encadré et réservé aux chercheurs et aux personnels de gestion de parc naturel.

Autour de ces zones, des espaces semi-franches permettent des activités compatibles avec la biodiversité : chasse régulée, élevage extensif, gestion forestière, agroforesterie. Ces zones jouent un rôle d'amortisseur écologique et de régulation des équilibres naturels.

Les zones rurales et péri-rurales accueillent l'agriculture, l'élevage, l'agroforesterie, l'habitat individuel et les activités locales, protégées de la pression de la faune sauvage par la gestion des zones intermédiaires et protégées de la pression productivistes des villes par la distance.

Les secteurs industriels sont organisés par filières géographiques, en fonction des besoins stratégiques, des compétences existantes, de l'énergie disponible et de la logistique. Cette spécialisation territoriale permet de rapprocher lieux de production, centres de formation, universités et écoles techniques, elles devront se situer autour des centres urbains. Pour former des bassins d'emplois en dehors des zones rurales.

La gouvernance de l'urbanisme s'exerce principalement au niveau communal pour les choix locaux, sous coordination départementale pour les stratégies industrielles, énergétiques et environnementales, dans le respect de la doctrine nationale.

L'aménagement du territoire doit également prendre en compte une réalité souvent négligée : le temps n'est pas vécu de la même manière selon les lieux, ni selon les âges de la vie.
Les espaces ruraux et naturels s'inscrivent dans le temps long : celui de la croissance lente, de la transmission, de l'apprentissage, de l'enracinement et de la continuité. Ils offrent un cadre propice à l'enfance, à la maturation, à la stabilité et au retrait progressif de l'activité intensive.

Les villes, à l’inverse, concentrent le temps court : celui de l’urgence, de la décision, de la production, de la densité humaine et de la coordination économique. Elles sont les lieux de l’intensité, de l’expérimentation et de la vitesse.

Entre ces deux pôles doit exister un gradient temporel assumé, permettant aux individus de se déplacer non seulement dans l’espace, mais aussi dans des rythmes de vie adaptés aux différentes phases de leur existence.

Les technologies contemporaines — circulation de l’information, mobilité, outils numériques — rendent possible cette articulation sans rupture, en réduisant les écarts d’accès et en permettant à l’innovation de circuler, sans imposer une uniformisation des rythmes humains avec une décentralisation des services publiques.

Foncier et urbanisme

L’artificialisation des sols doit cesser. En dehors des zones déjà bâties, toute nouvelle bétonisation doit être limitée. Le développement économique futur ne repose plus sur l’expansion urbaine, mais sur la réindustrialisation décentralisée, la rénovation de l’existant et l’amélioration continue du parc immobilier tout en gérant la répartition de la population sur le territoire.

Dans les zones urbaines, la rénovation doit intégrer systématiquement des espaces végétalisés, la circulation de l’eau, la plantation d’arbres fruitiers accessibles à la population et des îlots de fraîcheur. Les problématiques de nuisibles doivent être traitées prioritairement par des solutions fondées sur la biodiversité, en lien avec les organismes départementaux compétents, plutôt que par des réponses chimiques ou purement techniques. Cela ne peut se faire que par la déconcentration des activités économiques pour ne pas créer de tensions.

La spéculation foncière n’est pas une activité saine. Le sol est un bien stratégique, support de la vie et de la production. La propriété privée est un droit fondamental, mais la spéculation pure, détachée de tout usage réel, doit être découragée. Les terres agricoles ne doivent pas être détournées de leur vocation sans justification stratégique claire. Lorsque des zones doivent être réaffectées dans le cadre de projets nationaux structurants, l’État procède par rachat à un prix juste et incitatif, accompagné d’un effort pédagogique expliquant la logique d’ensemble.

Habitat et logement

L’objectif à long terme est de favoriser l’accession à la propriété individuelle non collectivisé comme facteur de stabilité, de responsabilisation, de développement et d’ancrage territorial. Le modèle des grands ensembles d’habitat collectif concentré, hérité d’une autre époque, doit être progressivement dépassé.

Cela ne se fait ni par la contrainte ni par la destruction brutale, mais par une dynamique de rééquilibrage.

La réindustrialisation des territoires, le retour de l’emploi productif et la politique de mobilité permettront progressivement de désengorger les zones urbaines. Les logements collectifs pourront alors être transformés, reconvertis ou réaffectés à d’autres usages (bureaux, lieux de formation, espaces culturels, services ou autres), selon les besoins locaux.

Un recensement précis des logements vacants sera effectué. L'État pourra proposer leur rachat, leur rénovation et leur remise sur le marché via des mécanismes transparents, afin d'augmenter la part de propriétaires occupants et de fluidifier un marché immobilier devenu artificiellement tendu. L'objectif du revenu universel, combiné à une baisse structurelle des coûts énergétiques, la croissance de l'économie doit rendre possible l'accès au logement sans précarité.

Démographie et structure de population

La dynamique démographique ne se décrète pas. Elle découle d'un environnement stable, lisible et porteur de sens. La trajectoire vers un revenu universel combiné à la sécurité matérielle de base, l'accès au logement, la valorisation du travail productif et la perspective d'un avenir maîtrisé doivent progressivement restaurer la confiance nécessaire à la projection familiale.

La décentralisation de l'activité économique, la réduction des déséquilibres territoriaux et la qualité retrouvée des services publics contribueront à une meilleure répartition de la population sur l'ensemble du territoire. Cette réorganisation est indissociable d'une politique internationale coopérative et d'une gestion sérieuse des risques climatiques et géopolitiques, afin de réduire les facteurs d'instabilité globale.

Immigration (politique, économique, sécuritaire)

La politique migratoire doit être réaliste, assumée et cohérente avec les capacités réelles du pays. La France ne peut durablement accueillir plus de personnes qu'elle ne peut loger, former, soigner et intégrer. La confusion actuelle entre principes moraux, injonctions idéologiques et contraintes matérielles a conduit à une situation de tension sociale et institutionnelle devenue critique.

L'immigration illégale doit cesser. Cela implique la remise en place effective des contrôles aux frontières, la fin des dispositifs incitatifs et une procédure claire de prise en charge temporaire des personnes entrées sans titre, suivie de leur retour vers le pays d'origine dans des délais définis.

L'immigration légale relève d'une politique souveraine et sélective. Elle repose sur une demande préalable de visa, conditionnée à des garanties concrètes : promesse d'embauche par une entreprise française, capacité financière minimale et engagement à respecter les lois et les obligations du pays d'accueil. Les visas de travail sont délivrés en fonction des besoins économiques réels. Les visas étudiants sont accordés de manière ciblée, après stabilisation du système éducatif national et dans des secteurs identifiés comme prioritaires.

L'objectif n'est ni le rejet ni l'angélisme, mais la lucidité. Former, stabiliser et renforcer la population présente est une condition préalable à toute politique d'ouverture.

Aider à se développer ailleurs peut, dans bien des cas, être plus juste et plus efficace que d'importer des fragilités que nous ne sommes plus en mesure d'absorber.

Une nation affaiblie ne peut accueillir dignement. Restaurer la cohésion intérieure est la condition d'une politique migratoire humaine, maîtrisée et responsable.

VII. Culture, transmission et cohésion nationale

Culture et patrimoine

La culture ne se décrète pas et ne se fabrique pas par injonction administrative. Elle émerge d'un territoire, d'un peuple, de ses usages, de son histoire et de son rapport au réel. Lorsqu'elle est artificiellement produite ou orientée par une idéologie déconnectée du terrain, elle se vide de son sens et cesse d'être partagée pour devenir un facteur de division.

Dans ce cadre, le rôle de l'État n'est pas de financer la culture contemporaine ni d'en orienter les formes. Son devoir premier est la **préservation du patrimoine historique** : monuments, édifices religieux, ouvrages civils, héritages matériels des siècles passés encore debout.

Cette préservation relève de la mémoire collective, de la continuité nationale et de la transmission aux générations futures.

Une fois les conditions économiques, sociales et productives rétablies, la culture réapparaît naturellement. Elle ne se relance pas par subvention, mais par la stabilité, le travail, le temps long et la confiance retrouvée.

Transmission des savoirs

La transmission ne concerne pas uniquement les savoirs théoriques. Elle repose aussi sur la mémoire des gestes, des techniques et des modes de production qui ont structuré les sociétés avant l'industrialisation massive.

Le système éducatif doit intégrer, de manière pratique, la découverte et l'expérimentation de techniques anciennes et fondamentales : fabrication du papier et de l'encre, travail de la terre, du bois et du métal, compréhension des chaînes de production simples. Il ne s'agit pas de nostalgie, mais de compréhension concrète des bases matérielles du monde et de nos origines.

Par ailleurs, l'accès à la formation ne doit pas être limité à l'enfance ou à la jeunesse. La possibilité de retourner se former à tout âge, par nécessité professionnelle, reconversion ou simple curiosité intellectuelle, fait partie intégrante de la transmission et de l'adaptation collective.

Histoire, géographie et récit commun

L'histoire de France doit être enseignée de manière rigoureuse, contextualisée et indissociable de la géographie, des ressources, des contraintes techniques et des rapports de force de chaque époque. Elle doit être présentée dans sa complexité, sans idéalisation ni culpabilisation systématique.

Il est indispensable de cesser les lectures binaires opposant un présent supposément éclairé à un passé jugé à l'aune de critères contemporains. Les décisions historiques doivent être comprises en fonction des moyens, des connaissances et des contraintes de leur temps. Développer l'esprit critique implique d'exposer l'ensemble du corpus, y compris les réussites, les erreurs et les dérives.

Un récit commun solide ne repose pas sur une morale imposée, mais sur une compréhension partagée de l'histoire réelle du pays.

Intégration et cohésion sociale

L’intégration ne peut exister durablement que dans un cadre économique stable et maîtrisé. Tant que les capacités matérielles du pays sont dépassées, elle devient conflictuelle et contre-productive. C’est pourquoi l’immigration illégale doit cesser et les personnes entrées hors cadre légal doivent être reconduites vers leur pays d’origine.

Les étrangers participant pleinement à l’économie productive, dans le respect des lois et via des circuits réglementés, peuvent être intégrés de manière encadrée. Une fois les flux maîtrisés et une politique de visas claire établie, l’intégration redevient un processus naturel.

La France n’est ni définie par une origine, ni par une couleur. Elle repose sur un socle culturel fait de liberté, de responsabilité, de respect de la loi, de goût pour le débat, par la création et l’innovation. S’y intégrer suppose d’en accepter les règles, l’histoire et l’esprit. La cohésion nationale ne repose pas sur l’uniformité, mais sur l’adhésion à un cadre commun clair et assumé.

VIII. Position internationale et sécurité globale

L’environnement international est entré dans une phase de recomposition profonde. La mondialisation telle qu’elle a été conçue depuis la fin de la Guerre froide touche à sa limite. Les chaînes de dépendance excessives, les déséquilibres commerciaux, l’instrumentalisation des institutions internationales et la fragmentation géopolitique exposent désormais directement les nations à des risques systémiques.

La priorité absolue de la France est la préservation de sa souveraineté, de sa continuité étatique et de sa capacité à agir dans un monde devenu instable.

Doctrine générale

La politique internationale de la France repose sur trois principes non négociables :

- souveraineté nationale intégrale,
- non-alignement automatique,
- défense prioritaire des intérêts vitaux du pays.

La diplomatie n’est pas une posture morale, mais un outil de sécurisation, de négociation et de projection stratégique.

Réseau diplomatique et capacités d’influence

La France doit reconstruire l’intégralité de son réseau diplomatique, affaibli par des décennies de désengagement. Cela implique le rappel des compétences expérimentées, la formation de nouvelles générations de diplomates et le rétablissement d’une présence active dans l’ensemble des régions du monde.

La diplomatie française doit à nouveau être capable :

- de sécuriser les approvisionnements stratégiques,
- d’anticiper les ruptures,
- de négocier des accords bilatéraux équilibrés,
- et de maintenir des canaux ouverts avec l’ensemble des puissances, y compris concurrentes.

Sécurisation des intérêts vitaux

Dans un premier temps, l’action internationale est recentrée sur :

- l’accès aux matières premières critiques,
- les équipements industriels non produits sur le territoire,
- l’énergie,
- les technologies stratégiques.

La dissuasion nucléaire demeure strictement souveraine, sur l’ensemble de la chaîne décisionnelle, industrielle et opérationnelle. Elle constitue le dernier rempart de l’indépendance nationale et ne peut faire l’objet d’aucune mutualisation ou dépendance extérieure.

Outre-mer, thalassocratie et continuité nationale

La France n’est pas uniquement un territoire continental européen. Elle est une puissance maritime mondiale. Par la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, les Terres australes et antarctiques françaises et Clipperton, la France est présente sur l’ensemble des océans du globe. Cette réalité n’est ni symbolique ni secondaire : elle constitue le socle de notre zone économique exclusive, de notre souveraineté maritime, de notre capacité de projection et de notre indépendance stratégique.

La France est, par sa géographie, une thalassocratie potentielle. Elle dispose de l’un des plus vastes espaces maritimes au monde, d’un accès direct aux routes commerciales, aux ressources halieutiques, énergétiques, minières et scientifiques, ainsi qu’à des zones clés de surveillance et de stabilisation internationale. L’abandon progressif de cette dimension maritime est une faute stratégique majeure qu’il est impératif de corriger.

Les territoires ultramarins sont aujourd’hui exposés de manière aiguë aux déséquilibres mondiaux : pressions migratoires, instabilités régionales, criminalité organisée, vulnérabilités sanitaires, tensions sociales et risques climatiques. Mayotte constitue une urgence absolue, tant sur les plans sécuritaire, migratoire, sanitaire et institutionnel. Sa situation actuelle n’est pas soutenable et relève d’un manquement grave de la continuité nationale. Elle exige une reprise en main directe, durable et structurée.

Ces fragilités ne sont pas des échecs locaux. Elles sont la conséquence directe de l’affaiblissement de la souveraineté de la métropole, de la dilution des responsabilités et de l’abandon d’une vision stratégique globale. Les territoires ultramarins ne sont ni des périphéries ni des variables d’ajustement. Ils sont des avant-postes de la nation.

La doctrine est claire : lorsque la métropole aura restauré sa capacité de décision, de production, de protection et de projection, elle assumera pleinement sa responsabilité envers l’ensemble de ses territoires ultramarins. Il ne s’agit pas d’assistance ponctuelle, mais d’une solidarité stratégique entre composantes indissociables d’un même ensemble national.

La Guyane, par son espace, ses ressources et son rôle spatial, les territoires de l’Atlantique et de l’océan Indien, confrontés à des pressions démographiques et géopolitiques majeures, et le Pacifique, pilier maritime, scientifique et géostratégique, doivent être intégrés dans une vision cohérente de puissance maritime, de sécurité et de développement.

La France réaffirme que ses territoires d’outre-mer sont pleinement français, pleinement concernés et pleinement engagés dans la reconstruction nationale à venir. La souveraineté retrouvée de la métropole est la condition de leur protection.

Leur stabilité, leur engagement et leur positionnement maritime sont une force décisive pour l’avenir du pays.

Europe et partenariats régionaux

La France œuvre à la constitution d’un bloc européen souverain, fondé sur la coopération entre nations historiques, hors logique supranationale contraignante.

Les partenariats européens reposent sur des échanges équilibrés, une complémentarité productive et une coordination stratégique, notamment en matière énergétique, industrielle et sécuritaire.

Relations avec les grandes puissances

La France adopte une position pragmatique, fondée sur l'intérêt réciproque, avec l'ensemble des grandes puissances mondiales.

- Avec les États-Unis : relation partenariale non exclusive, visant une réduction progressive des dépendances technologiques, industrielles et culturelles.
- Avec la Russie : maintien et restauration de canaux diplomatiques, dans le respect des souverainetés nationales et de la stabilité continentale européenne.
- Avec la Chine et l'Inde : dialogue économique et technologique structuré, sans dépendance stratégique ni alignement idéologique.

Aucune puissance n'est considérée comme ennemie par principe. Les relations sont évaluées à l'aune des intérêts concrets, de la stabilité régionale et des équilibres globaux.

Afrique, Moyen-Orient et Méditerranée

Les relations avec l'Afrique, le Maghreb et le Moyen-Orient doivent être refondées sur une base strictement bilatérale, sans posture idéologique ni logique de tutelle.

La France agit en partenaire souverain, respectueux des choix nationaux, en privilégiant :

- la coopération économique,
- la sécurité régionale,
- la stabilisation des zones de tension,
- la limitation des flux migratoires non maîtrisés.

Institutions internationales et nouvel équilibre mondial

Les institutions internationales existantes, lorsqu'elles ne remplissent plus leur mission de stabilisation et deviennent des vecteurs d'ingérence ou de déséquilibres, cessent d'être des priorités.

Lorsque seulement deux choix se présentent, la soumission ou la confrontation, il faut se rappeler que le non-agir est une action et que simplement ignorer est une réponse.

La France soutient la création d'un centre diplomatique mondial permanent en dehors de tout cadre supranationale, situé sur un territoire neutre, destiné à accueillir l'ensemble des canaux diplomatiques, économiques, universitaires et industriels internationaux, afin de faciliter la négociation directe, la résolution des conflits et la régulation des échanges stratégiques dans un monde multipolaire.

Finalité stratégique

La France ne cherche ni l'hégémonie ni l'isolement.
Elle vise l'équilibre, la stabilité et la capacité à décider par elle-même.

Dans un monde redevenu conflictuel, la souveraineté n’est pas une posture idéologique, mais une condition de survie.
La diplomatie redevient un art de la mesure, de la projection et de la retenue.

IX. Mobilisation nationale et devoir de service

La capacité d’un État à traverser une crise majeure repose sur son aptitude à se mobiliser rapidement, de manière ordonnée et proportionnée. Cette mobilisation ne peut être improvisée dans l’urgence. Elle doit être pensée en amont, structurée en temps de paix et comprise par l’ensemble de la population.

L’objectif n’est ni la militarisation de la société ni l’instauration d’un état d’exception permanent, mais la préparation rationnelle d’un pays à des situations où la continuité nationale est directement menacée.

En cas de conflit armé limité au territoire national ou aux territoires ultramarins, ou en cas de crise systémique grave affectant les fonctions vitales du pays, l’État peut activer un régime de mobilisation exceptionnelle. Cette mobilisation s’appuie en priorité sur les compétences civiles existantes : santé, logistique, énergie, transports, communications, maintenance, ingénierie, production alimentaire et gestion de l’eau. La résilience nationale dépend avant tout de la capacité à maintenir ces fonctions essentielles.

Dans de telles circonstances, l’État central reprend temporairement la coordination des moyens stratégiques afin d’assurer l’unité de commandement et la rapidité d’exécution. Les collectivités territoriales conservent leur rôle opérationnel, mais la chaîne de décision est unifiée pour éviter les conflits de compétences, les lenteurs administratives et les pertes d’efficacité. Les systèmes de santé, publics comme privés, sont intégrés à ce dispositif de continuité, avec pour priorité la protection de la population civile et le maintien des capacités de soin.

Aucune mobilisation civile ne peut être projetée hors du territoire national ou ultramarin. Toute action extérieure relève exclusivement des forces armées professionnelles, dans le respect du cadre constitutionnel.

La mobilisation nationale suppose également la reconstitution de réserves stratégiques réelles. Celles-ci ne se limitent pas à des stocks, mais englobent des capacités industrielles critiques, des ressources médicales essentielles, des infrastructures énergétiques sécurisées et des compétences humaines rares. Ces réserves doivent être entretenues, auditées régulièrement et intégrées à l’économie réelle afin d’être immédiatement activables. La dépendance extérieure non maîtrisée constitue un risque stratégique majeur et doit être progressivement réduite.

La cohésion nationale repose enfin sur un devoir de service partagé. En temps normal comme en période de crise, chaque citoyen doit être en capacité de comprendre les mécanismes de défense, de crise et de résilience du pays. Un service à la nation est instauré, obligatoire et limité dans le temps. Il ne vise ni l’endoctrinement ni la contrainte idéologique, mais la responsabilisation.

Ce service comprend une formation élémentaire à la discipline collective et à la sécurité, une formation théorique à la géopolitique, à la pensée systémique et à la compréhension des crises contemporaines, ainsi qu’une contribution civile encadrée, orientée vers la solidarité, la logistique et

l’appui aux structures de protection et de réinsertion. Des stages de résilience peuvent être intégrés afin de vérifier la capacité des citoyens à faire face à des situations dégradées, sans mise en danger inutile.

La finalité est simple : former des citoyens lucides, utiles et capables d’agir sans panique lorsque les structures ordinaires sont mises sous tension.

La mobilisation nationale n’est ni une posture idéologique ni un état permanent. Elle constitue un outil de dernier recours, préparé à froid pour éviter l’improvisation à chaud. Un pays capable de se mobiliser sans hystérie est un pays difficile à déstabiliser. La paix se préserve aussi par la capacité à faire face collectivement.